

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

MIKE MAREEN

La catastrophe écologique et ceux qui s'en servent



- Grande-Bretagne : le niveau de vie attaqué
- L'immobilier chinois en crise
- Le service national obligatoire
- URSS : 1962, la grève de Novotcherkassk
- Un livre de Theodor Plievier

Au sommaire de ce numéro

La catastrophe écologique et ceux qui s'en servent	1
Grande-Bretagne: la pire attaque contre le niveau de vie depuis 25 ans	6
L'immobilier chinois en crise	12
Droite-gauche; gauche-droite: vers un retour d'un service national obligatoire ?	16
URSS: 1962, la grève ouvrière de Novotcherkassk	23
Révolution allemande: un roman documentaire de Theodor Plievier	31

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- | | | | |
|----------------------|------|-------------------------------|------|
| • France, DOM-TOM | 15 € | • France, DOM-TOM | 32 € |
| • DOM-TOM, par avion | 17 € | • DOM-TOM, par avion | 37 € |
| • Europe | 20 € | • Europe (lettre prioritaire) | 45 € |
| • Monde | 24 € | • Monde (lettre prioritaire) | 58 € |

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

Plis fermés



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



La catastrophe écologique et ceux qui s'en servent

Les catastrophes naturelles se succèdent : incendies géants en Californie, dôme de chaleur au Canada ou au Maghreb, violentes tempêtes en Belgique et en Allemagne, sécheresse exceptionnelle au Brésil. Ces événements nourrissent l'inquiétude et la révolte d'une fraction croissante de la population, en particulier dans la jeunesse, face à l'accélération du réchauffement climatique. L'écologie est instrumentalisée par les politiciens, déjà au pouvoir ou ceux qui y aspirent, tandis que la transition écologique est devenue le nouveau prétexte pour faire payer à la population les prochains investissements des capitalistes.

« Tout ce que nous entendons de la part de nos soi-disant dirigeants, ce sont des mots. Des mots qui sonnent bien mais qui n'ont mené à aucune action, nos espoirs et nos rêves sont noyés dans leurs mots et leurs promesses creuses », a lancé la jeune militante écologiste suédoise Greta Thunberg lors d'un sommet des jeunes sur le changement climatique organisé fin septembre à Milan, exprimant un sentiment largement partagé dans la jeunesse. Sur les 157 pays ayant pris des engagements lors de la 21e conférence des Nations unies sur le climat, la Cop 21 tenue en 2015, neuf sur dix ne les ont pas tenus. Tout indique que la 26e conférence, prévue en Écosse début novembre, donnera lieu aux mêmes grands discours et ne sera pas plus suivie d'effets tangibles... en tout cas sur le réchauffement climatique.

En 2018, après un autre été de catastrophes naturelles, diverses organisations écologistes, et des personnalités comme les anciennes ministres Cécile Duflot et Corinne Lepage, le réalisateur Cyril Dion,



Greta Thunberg dans la manifestation pour le climat à Berlin, le 24 septembre 2021.

avaient lancé « l'affaire du siècle » avec force publicité : une plainte contre l'État, accusé de ne pas respecter ses propres engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Le jugement du tribunal administratif vient d'être rendu, condamnant l'État et le sommant de « réparer le préjudice écologique » avant le 31 décembre 2022, l'invitant à augmenter la réduction des GES de quelque 15 millions de tonnes. Les militants à l'origine

de l'affaire du siècle jubilent, comme Cécile Duflot, ex-ministre de Hollande devenue directrice générale d'Oxfam, qui a déclaré, sans rire : « Le prochain président de la République, quel qu'il soit, aura cette épée de Damoclès au-dessus de la tête. » Oxfam et les autres ont décidé d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle pour leur demander « chiffres à l'appui, comment ils comptent sortir l'État de l'illégalité et respecter les objectifs climatiques ».

En réalité, un tel jugement n'oblige le gouvernement à rien. Sur le fond, dans ce système économique, ce ne sont pas les dirigeants politiques qui décident comment on produit les biens indispensables, à quel coût environnemental ou social, mais ceux qui possèdent tous les moyens de production et de transport.

LES CAPITALISTES SONT LES VRAIS DÉCIDEURS

Les principaux secteurs économiques qui émettent les GES, les transports, l'industrie, la construction et l'agriculture, sont en dernier ressort contrôlés et organisés par un nombre réduit de grands groupes capitalistes. Les gouvernements peuvent bien légiférer, instaurer des normes plus sévères, instaurer des taxes supplémentaires, et ils ne s'en privent pas, mais chacune de leurs décisions respecte la propriété privée et les intérêts des industriels qu'ils représentent. Quoi que décident les dirigeants politiques, cela doit servir les intérêts des capitalistes.

On l'a vu avec la loi Climat et résilience, supposée inscrire dans la loi les propositions de la Convention citoyenne pour le climat. Macron s'était engagé à reprendre sans filtre les mesures, pourtant bien modérées, proposées par les 150 citoyens tirés au sort pour participer à cette conférence. Il a commencé par écarter les propositions qui pouvaient nuire aux constructeurs automobiles, comme la taxation des véhicules les plus lourds, ou aux compagnies aériennes, comme l'interdiction des trajets de moins de 2,5 heures quand existait une alternative en train. Le projet de loi présenté par la ministre Barbara Pompili, ancienne d'EELV ralliée à Macron, les a encore affadiés. Toutes les mesures qui auraient pu limiter, même à la marge, le droit des



Affiche de l'association *Notre affaire à tous*, dénonçant les mensonges de Total sur le climat depuis 50 ans.

industriels à faire de la publicité pour des produits polluants ont été écartées sous prétexte que « cela revient à nier la liberté des entreprises d'investir où elles le souhaitent. C'est vraiment aller trop loin ! » Ce cri du cœur de la députée macroniste Aurore Bergé résume bien l'état d'esprit de ceux qui dirigent l'État : le moindre contrôle sur les décisions des capitalistes est un sacrilège.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, DERNIER PRÉTEXTE POUR ARROSER LA BOURGEOISIE

Cela ne veut pas dire que les gouvernements ne font rien sur le terrain de l'écologie et de l'environnement. Bien au contraire. La mise en œuvre de la transition énergétique, exigée par la menace climatique et retardée depuis des décennies, est devenue le nouveau prétexte, dans tous les pays, pour arroser les capitalistes dans de multiples secteurs. Les plans de relance de centaines de milliards d'euros que les gouvernements des pays les plus riches ont décidés après la pandémie sont tous habillés en vert. C'est une sorte de *Green New Deal* (Nouvelle donne verte). Ainsi le dernier plan en date annoncé par Macron, le plan dit France 2030, prévoit 8 mil-

liards d'euros pour l'énergie et la décarbonation (promotion du nucléaire, de l'hydrogène, électrification de l'industrie), 4 milliards pour les transports (batteries, avions bas carbone), 2 milliards pour le développement d'une « alimentation saine, durable et traçable ». Les industriels de l'automobile, de la chimie ou de l'énergie sont en train de faire payer à la collectivité les investissements lourds indispensables pour remplacer les moteurs thermiques par des moteurs électriques ou des centrales thermiques par d'autres sources d'électricité. Ils les font aussi directement payer aux consommateurs en augmentant massivement et durablement les prix du gaz, de l'essence ou de l'électricité.

Comble du cynisme, les capitalistes qui rackettent la société sous prétexte d'organiser la transition énergétique sont ceux-là mêmes qui ont utilisé leurs puissants moyens pendant des décennies pour nier la réalité du réchauffement et financer les études climato-sceptiques jetant le doute sur les données scientifiques avérées. Ainsi la revue *Global Environmental Change* publie ce mois-ci une étude révélant les multiples manœuvres de Total et de Elf, qui ont fusionné en 1999, informés dès 1971, bien avant le grand public, du réchauffement enclenché ! Après

avoir détruit les grands espaces naturels, pollué les océans et les nappes phréatiques, pillé les ressources, réchauffé le climat, asphyxié des centaines de millions de personnes, les capitalistes se préparent à continuer à engranger des profits au nom de l'écologie!

Un autre levier sur lequel les gouvernements agissent pour réduire les émissions de GES, c'est l'instauration de taxes à tous les niveaux. Il y a les quotas d'émission de CO₂ attribués aux industriels en quantité théoriquement limitée et qu'ils peuvent racheter sur le marché du carbone. Pendant longtemps les gouvernements ont été si généreux pour attribuer ces quotas à leurs industriels que le cours de la tonne de carbone ne décollait guère. Les restrictions progressivement imposées et la spéculation qui fait rage sur le marché de l'énergie ont fait augmenter le prix. Sur le marché européen, la tonne de carbone atteignait 65 euros en octobre alors qu'elle n'avait quasiment pas dépassé 30 euros depuis la création de ce marché en 2005. Évidemment, les industriels répercutent ce coût sur le prix de leur production. Il contribue directement à la hausse du prix du gaz. Et à la fin, c'est la population qui paie.

LES CLASSES POPULAIRES PAIERONT

La population paie de bien d'autres façons. Depuis 2013 en France, une taxe carbone s'est ajoutée aux taxes intérieures sur la consommation de produits énergétiques. Au gré des variations du prix de l'énergie et des mobilisations, comme le mouvement des gilets jaunes en 2018, le gouvernement a modulé le taux de ses taxes ou celle de la TVA, cette taxe injuste qui s'applique même aux taxes sur l'énergie – une taxe sur des taxes. Mais au fil du temps, le montant de cette taxe

carbone n'a cessé d'augmenter. D'un montant de 7 euros la tonne de CO₂ émis en 2014, la taxe carbone s'élevait à 45 euros par tonne en 2020 et doit augmenter fortement en 2022. En 2018, cette taxe a rapporté 9 milliards d'euros à l'État qui la redonne aux capitalistes à travers ses plans industriels de relance...

Même quand le gouvernement, sous le prétexte louable de lutter contre la déperdition d'énergie, modifie les normes en vigueur dans l'immobilier, ce sont encore les ménages modestes qui paient la hausse des prix des logements engendrée par la rénovation thermique ou le surcoût à la construction. Cela condamne une fraction supplémentaire des familles pauvres à geler dans des passoires thermiques.

Par tous les bouts, les classes populaires, qui consacrent une fraction importante de leur salaire ou de leur pension à se chauffer, s'éclairer ou se déplacer, paieront la transition énergétique mise en œuvre par et pour les grands groupes de l'énergie et de l'industrie. Les intellectuels de la bourgeoisie le reconnaissent et le craignent. «*Le problème de la taxe carbone, c'est qu'en pourcentage des revenus elle frappe plus durement les plus modestes*» déclarait

le patron du Centre d'analyse économique, rattaché à Matignon. Dans un récent billet publié dans le journal *Les Échos*, Patrick Artus, conseiller de la banque Natixis, s'inquiétait de la «*hausse forte du prix de l'énergie [...] qui pourrait plus que doubler dans les vingt prochaines années*». «*Les ménages modestes vont donc être confrontés à cette hausse forte des prix de l'énergie et aussi à celle des voitures [électriques], des maisons avec les dernières normes d'isolation.*» En plus de cette flambée des prix, Artus prévoit «*des destructions importantes d'emplois dans la production et l'utilisation d'énergie fossile et dans la filière automobile*», qu'il estime entre 120 000 et 200 000 pour le secteur automobile. Un autre économiste, proche de Macron, Jean Pisani-Ferry, ne dit pas autre chose. Il annonce «*un choc d'offre négatif*» avec la disparition d'équipements, des fermetures d'usines et les pertes d'emplois qu'elles impliquent.

Patrick Artus redoute «*la crise sociale*» que risque de provoquer un tel choc mais, Vsans surprise, il n'a rien d'autre à proposer pour l'éviter que de mieux former les chômeurs, «*d'inciter*» les patrons qui payent le plus mal à augmenter les salaires ou de



Banderole au balcon d'un logement HLM, à Paris, en 2018.

subventionner la construction neuve. Il ressort les mêmes recettes éculées, servies depuis 50 ans à chaque nouveau choc de la crise de l'économie capitaliste. Mais il n'y en a pas d'autres, sauf à arracher le pouvoir aux capitalistes qui sont les seuls décideurs en dernier ressort.

LES VAUTOURS ÉCOLOGISTES

Tous les candidats font désormais des promesses en matière d'écologie, mais tous se prosternent devant la propriété privée, même quand ils parlent de planification écologiste, comme Mélenchon et la France insoumise. Certains prétendent vouloir instaurer des mesures écologiques « socialement justes ». Mais dans une société de classe, ce sont des mots creux. Au pouvoir, ils continueront à mettre en œuvre des taxes supplémentaires et arroseront les industriels de subventions et de crédits gratuits pour accélérer la transition écologiste. Ils chasseront les ménages modestes des centres-villes en interdisant les véhicules anciens trop polluants et leur rendront la vie quotidienne plus difficile pour aller travailler dans des zones industrielles en périphérie.

L'écologie est devenue pour les politiciens ce qu'ont été les idées socialistes pour le PS et le PC dans les années 1970-1980 : un marchepied pour accéder au pouvoir, un moyen de capter les voix de tous ceux qu'inquiètent les catastrophes environnementales. Les plus indécents sont les candidats d'EELV qui font de l'écologie leur fonds de commerce principal. À les entendre, chaque nouvelle catastrophe justifierait qu'ils accèdent au pouvoir.

Yannick Jadot le répète : « *C'est notre tour, le temps des écologistes est venu.* » Tout au long de la primaire des écologistes,



Éric Piolle, Sandrine Rousseau, Yannick Jadot et Delphine Batho, à Paris en juillet, lors de la primaire écologiste.

Jadot s'est présenté comme un candidat responsable : « *On ne peut pas changer la société contre les entreprises* », n'a-t-il cessé de répéter. C'était déjà le système de défense adopté par les nouveaux dirigeants écologistes de Lyon, accusés par leurs opposants d'être des idéologues hostiles aux affaires et à l'économie. Ils ont multiplié les déclarations d'amour aux entreprises : « *L'écologie n'est pas l'ennemie de l'économie, c'est sa meilleure alliée* » ; « *Nous voulons faire la transition écologique avec les entrepreneurs.* » Les grands patrons du BTP, de l'industrie pharmaceutique, chimique ou métallurgique, étaient rassurés : sous réserve que leurs projets soient labellisés « durables » ou « économes en carbone », ils continueront à recevoir les millions de subventions directes et indirectes de la riche métropole de Lyon.

Sandrine Rousseau, l'adversaire de Jadot à la primaire d'EELV, prétendait représenter une écologie plus radicale et plus soucieuse des conséquences sociales de la transition. Mais elle postulait à diriger l'État sans remettre en cause la propriété privée des entreprises. Son radicalisme se résumait à revoir à la hausse la fiscalité du carbone pour les entreprises et à militer pour une taxation aux frontières européennes. Tant que les capitalistes dirigeront l'économie,

chaque taxe supplémentaire sera répercutée sur le prix des marchandises et pèsera sur les classes populaires. Si Rousseau élargit son horizon à l'Europe, ce qui reste une posture, puisque l'Union européenne n'impose rien qui ne soit accepté par chaque État membre, elle ne va pas jusqu'à raisonner à l'échelle de la planète. C'est pourtant uniquement à ce niveau que les questions climatiques peuvent être résolues.

Quant à la décroissance et à la rupture avec le productivisme, défendues par de nombreux écologistes, comme l'ancienne ministre PS, Delphine Batho, autre candidate à cette primaire, les capitalistes eux-mêmes peuvent s'en accommoder. Leur organisation sociale condamne déjà de larges fractions de l'humanité à une frugalité forcée. Le capitalisme, en particulier dans sa phase sénile, ce n'est pas le productivisme à tout prix, mais la recherche du plus grand profit.

Ainsi, face aux pénuries actuelles de composants ou de matières premières, les constructeurs automobiles ont choisi de limiter la production aux modèles qui rapportent le plus. Les baisses de production n'ont pas diminué leurs profits, au contraire : la firme automobile Stellantis a annoncé 5,8 milliards d'euros de bénéfices pour le premier semestre 2021 alors qu'elle a produit 700 000 véhi-



Pour les élections européennes de 2019, Jadot avait convaincu le Medef.

cules en moins. Dans l'industrie pharmaceutique, Sanofi a mis fin à la production de certains vaccins et médicaments qui ne lui rapportaient pas assez alors qu'ils étaient très utiles socialement. La transition écologique en régime capitaliste risque de se traduire par des baisses de production qui pourraient être catastrophiques pour toute une partie de l'humanité.

DES REMÈDES AUSSI DANGEREUX QUE LE MAL

Elle se traduit déjà par des choix contradictoires et absurdes qui conduisent à remplacer une menace par une autre. Ainsi la chancelière allemande Angela Merkel avait-elle décidé l'arrêt des centrales nucléaires après la catastrophe de Fukushima, sous la pression de l'opinion publique. Pour compenser leur production, l'Allemagne a maintenu ses centrales au charbon, les plus polluantes en termes de gaz carbonique, au moins jusqu'en 2038. Du fait de la flambée actuelle du prix du gaz, « le charbon devient plus compétitif que le gaz pour produire de l'électricité malgré le prix des quotas d'émissions de carbone », selon un spécialiste du courtage en énergie. En ce moment, 19% de la production

d'électricité en Europe provient du charbon contre 14% au début de l'année. Alors que la Chine s'était engagée à réduire le nombre de ses centrales au charbon, l'envolée du prix du gaz et du pétrole l'a contrainte à en ouvrir de nouvelles. Une fois de plus, toute politique en matière d'écologie se heurte à la folie de l'économie capitaliste et à la spéculation.

Alors que Merkel a arrêté les centrales nucléaires allemandes, Macron en campagne électorale se fait le champion du nucléaire qu'il pare de toutes les vertus écologiques. Les choix contradictoires des deux pays ont peu à voir avec des raisons environnementales mais tout avec les intérêts de leurs champions industriels respectifs.

Au nom de la transition énergétique, le grand tournant vers les moteurs électriques est lancé. Mais c'est une fuite en avant, tant les problèmes non résolus sont légion. Comment produire et surtout recycler des batteries qui contiennent des métaux lourds et d'autres substances dangereuses ? Comment produire assez d'électricité pour alimenter ces moteurs ? Avec quelles conséquences pour l'environnement ? Autant de questions sans réponse, autant de futures catastrophes écolo-

giques en perspective.

Pour résoudre la question du réchauffement climatique, il faudrait prendre des mesures concertées et cohérentes à l'échelle de toute la planète. Il faudrait évaluer les avantages et les inconvénients de chaque technologie, non pas à très court terme et pour défendre les intérêts de quelques compagnies privées, mais à long terme, en se préoccupant de l'ensemble de l'humanité. Cela exige un recensement des besoins et une planification de la production. Cela suppose de mettre un terme à la concurrence sauvage et aux folles lois du marché qui engendrent la spéculation.

Pour « sauver la planète », comme l'exige avec raison la jeunesse qui se mobilise, il n'y a pas d'autre solution que de placer les industriels sous le contrôle direct des travailleurs et de la population. Il faut supprimer le secret des affaires et le secret industriel. Chaque travailleur, quel que soit son poste ou ses responsabilités, doit pouvoir rendre public, sans risquer son emploi, tous les agissements dangereux dont il a connaissance. Cela ne peut être qu'une première étape avant de collectiviser l'ensemble des groupes capitalistes pour les soumettre à un plan commun de production répondant aux besoins de la population sans détruire la planète et, en économisant au maximum les ressources.

Oui, il y a urgence à enrayer la catastrophe écologique tout comme il y a urgence à arrêter la catastrophe sociale. Les deux ne s'opposent pas. Les deux sont liées et les deux nécessitent la même intervention consciente des travailleurs, qui produisent tout.

18 octobre 2021



Grande-Bretagne : la pire attaque contre le niveau de vie depuis 25 ans

Ce texte est adapté d'un article de la revue trotskyste *Class Struggle* (no 113, automne 2021), éditée par nos camarades de *Workers' Fight* (Grande-Bretagne). Les notes sont de la rédaction de *Lutte de classe*.

À l'heure où nous achevons d'écrire cet article, une nouvelle pénurie frappait le pays. Des soldats conducteurs de chars étaient mobilisés pour livrer du carburant aux stations-service tombées à sec. La semaine précédente, le gouvernement avait admis qu'il y avait un « problème de chaîne logistique » : de nombreux produits avaient disparu des rayons des supermarchés. Puis du jour au lendemain, les pompes des stations-service se sont retrouvées totalement ou partiellement vides de carburant, tandis que les ministres assuraient à tout le monde qu'il n'y avait pas de pénurie : selon eux, les raffineries et le stockage étaient à leur « capacité maximale » ! Non, expliquaient-ils, le problème était dû au fait qu'il n'y avait pas assez de chauffeurs de poids lourds qualifiés pour approvisionner toutes les stations du pays. Et si l'essence ou le gazole étaient venus à manquer, c'était entièrement de la faute des automobilistes et de leur ruée sur les stations-service !

L'accélération de la crise était évidente, avec des aides à domicile, des soignants en hôpital ou en Ehpad empêchés de se rendre à leur travail. Mais tout



Une crise ? Quelle crise ? Dessin paru le 24 septembre dans le quotidien londonien *Evening Standard*. Sur les panneaux des manifestants : « De l'essence abordable, maintenant ! » ; « Serait-ce l'automne de notre mécontentement ? (allusion à "l'hiver du mécontentement", vague de grèves en 1978-1979 contre le blocage des salaires, à un moment où l'inflation était galopante) » ; « Où est passé notre carburant ? » ; « Pourquoi des rayonnages vides ? » ; « Quoi ? Plus de routiers ? »

ce que les ministres trouvaient à dire à la télévision, c'est qu'il fallait que la population « se calme ». Ils ont répété jusqu'à plus soif qu'il n'y avait pas de pénurie de carburant. Celle-ci était pourtant bien réelle, frappant les travailleurs qui pouvaient le moins s'en passer. Les déclarations gouvernementales ont provoqué la colère des travailleurs qui sont tributaires de leur voiture, de leur camion-

nette ou de leur camion pour gagner leur vie. Les ministres étaient manifestement déconnectés de la réalité. Et contrairement à ce que prétendaient tant de journalistes, la situation n'avait rien à voir avec la ruée sur le papier toilette lors du premier confinement. Quand les pompes sont à sec, quelle qu'en soit la raison, des mesures d'urgence doivent être prises immédiatement. Elles ne



Des militaires déployés au terminal BP de Hemel Hempstead, dans le Hertfordshire, prêts à prendre le volant de camions-citernes.

l'ont pas été. Interrogé au début de la crise sur ce qui se passait, Grant Shapps, le ministre des Transports, répondit tout bonnement : « *C'est le coronavirus!* » Lui et ses collègues ministres ont fait des pieds et des mains pour éviter d'admettre tout lien entre la pénurie et le Brexit.

Une explication plus directe a été fournie par Olaf Scholz, le dirigeant du SPD allemand, interviewé sur le sujet au lendemain des élections allemandes. Un journaliste de la chaîne de télévision Channel 4 lui a demandé si l'Allemagne pouvait dépanner la Grande-Bretagne en y envoyant des chauffeurs. À quoi Scholz a répondu que depuis le Brexit, la libre circulation des travailleurs entre les deux pays était entravée, et qu'en conséquence, désolé, cela n'allait pas être possible... Scholz a aussi laissé entendre que les bas salaires et les mauvaises conditions de travail n'étaient pas étrangers au problème. C'est un fait que les aires de repos en Grande-Bretagne sont moins bien équipées que dans certains pays de l'Union européenne, une raison de plus de ne pas se tourner vers le métier.

Selon les associations de transporteurs routiers, quelque 60 000 postes de chauffeurs de poids lourds étaient déjà va-

cants avant la pandémie, et c'était de fait un problème depuis des années. Le Brexit aussi a fait son effet, entraînant le retour de 16 000 chauffeurs européens vers leur pays d'origine. À l'heure actuelle, après 20 mois de crise sanitaire, on estime que le nombre de chauffeurs de poids lourds repartis vers l'UE est de 26 000, et qu'il y a près de 100 000 postes non pourvus. La réaction du gouvernement face à la pénurie a été comparée à une tentative d'éteindre un incendie avec un verre d'eau. Dans la grande distribution et chez les éleveurs de dindes, on a déjà averti que les festivités de Noël pourraient être annulées, du fait de la pénurie de chauffeurs et d'ouvriers dans l'agroalimentaire. Alors, le gouvernement offre 5 000 visas temporaires pour tenter de faire revenir les chauffeurs européens et 5 500 de plus dans le secteur des abattoirs. Précisons toutefois que ces visas ne dureront pas plus de 90 jours, ce qui signifie l'obligation de quitter la Grande-Bretagne la veille de Noël! On comprend que ça ne se bouscule pas au portillon...

EXPLOITER LES PLUS PAUVRES

Tout ce cirque prêterait à rire si les pénuries n'étaient pas un

élément de plus dans une crise économique chronique que le Brexit et la pandémie sont venus aggraver, une crise qui lamine les services publics vitaux (dont le système de santé, le NHS – National Health Service) et fait exploser le coût de la vie pour la classe ouvrière à un point qui dépasse ce qui avait été observé en 2008. À cela s'ajoute le fait que toutes sortes de biens essentiels ont disparu des étalages.

Les patrons dans à peu près tous les secteurs (agriculture, aide à la personne, services de santé, commerce de détail, hôtellerie-restauration, etc.) se plaignent de leurs difficultés à recruter. Des fruits et légumes ont pourri dans les vergers et les champs, faute de travailleurs migrants pour les ramasser. En général, ces derniers sont recrutés sur des contrats temporaires, pour des salaires de misère. C'est là un effet direct du durcissement des lois sur l'immigration induites par le Brexit.

Étonnamment, c'est le quotidien *Financial Times*, la voix des patrons de la City, qui a récemment mis en lumière les conditions subies par ces travailleurs, révélant comment, « *loin de la libre circulation préconisée par l'UE, ils sont généralement liés à un employeur ou un recruteur spécifique, ce qui rend difficile leur départ s'ils sont maltraités* ». L'article poursuit : « *Les plans du gouvernement risquent de tirer vers le bas salaires et conditions de travail, tout en perpétuant la dépendance des employeurs à l'égard des migrants.* » Et de citer une étude d'un institut américain (l'US Economic Policy Institute) sur les travailleurs migrants : « *Dans l'histoire, on n'a jamais vu le scénario suivant : une pénurie temporaire de main-d'œuvre corrigée par un appel temporaire à une main-d'œuvre migrante, puis des employeurs qui recommencent à embaucher des*

travailleurs locaux. [...] Comme le savent les experts en migration, il n'y a rien de plus permanent qu'un programme de migration temporaire. »

Pour traiter spécifiquement le problème de la cueillette des fruits et légumes à l'approche de Noël (afin que les choux de Bruxelles puissent être au menu!), un programme pilote spécifique a été ouvert pour offrir des visas aux travailleurs migrants d'Europe et d'ailleurs. Il vient d'être étendu de 2 500 à 30 000 ouvriers. L'auteure du reportage du *Financial Times*, Sarah O'Connor, reproche au gouvernement de ne pas avoir anticipé la pénurie de travailleurs dans les divers secteurs où ils manquent désormais à l'appel. Elle cite un patron d'agence d'intérim qui lui a déclaré : « *Nous ne mangerions pas sans les Européens de l'Est.* » Et elle souligne qu'il était évident après le référendum de 2016 sur l'UE que la disparition d'une « immigration à bas salaire » libre de se déplacer affecterait les agriculteurs et particulièrement le patronat de l'agroalimentaire, des abattoirs et de l'hôtellerie.

Pour eux qui comptaient sur la possibilité de surexploiter ces travailleurs, le risque était de perdre du chiffre d'affaires, et même de voir leur entreprise faire faillite. Selon O'Connor, la solution aurait été d'améliorer les salaires et les conditions dans ces secteurs, et elle écrit : « *Le gouvernement a géré le Brexit à courte vue, plutôt que de reconnaître qu'il fallait faire des compromis et les planifier.* » Elle n'a probablement pas tort de conclure qu'il s'agit maintenant pour ces patrons de trouver des travailleurs migrants si désespérés qu'ils acceptent des visas temporaires et des conditions proches de l'esclavage.

Si les statistiques officielles recensent plus d'un million de postes non pourvus dans l'ensemble de l'économie, il s'agit



Photographiés en 2020 près d'Ely, dans le Cambridgeshire, ces ouvriers agricoles sont peut-être depuis repartis en Europe de l'Est.

d'emplois faiblement rémunérés dans certaines branches, telles que les transports, la logistique, l'hôtellerie-restauration, les soins à la personne. Des emplois en CDD ou en contrat zéro heure qui, en effet, étaient le plus souvent occupés jusqu'alors par des travailleurs venus de l'UE. Les patrons sont apparemment si inquiets qu'ils demandent encore plus de visas temporaires pour embaucher des travailleurs étrangers. La principale organisation patronale, la Confédération de l'industrie britannique (en anglais : le CBI), est elle aussi au bord de la crise de nerfs, à cause du manque de travailleurs qualifiés qu'elle voit comme « une menace pour la compétitivité britannique ». Eh bien, les patrons n'ont qu'à s'en prendre au Premier ministre conservateur, Boris Johnson, et à son slogan « *Get Brexit Done* » (Réalisons le Brexit).

LA LOI DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE SUSPENDUE ?

Curieusement, la pénurie de main-d'œuvre a eu peu d'effet sur les salaires. On aurait pu s'attendre à ce que ceux-ci augmentent étant donné le manque de travailleurs. Pourtant, les employés du NHS se battent toujours pour une augmentation supérieure aux 2% actuel-

lement proposés (au départ, il ne leur était proposé que 1%!), alors que l'inflation est de 3% et ne cesse de croître. Les cheminots, eux aussi, on vu leurs salaires gelés.

Selon certains rapports, la pénurie de main-d'œuvre pourrait entraîner une augmentation des salaires de l'ordre de 8 à 10%. Apparemment, la Banque d'Angleterre s'inquiète même de ce « vieux problème » selon lequel les augmentations de salaire font grimper l'inflation. Sauf que c'est l'inverse : ce sont les hausses de prix qui poussent les travailleurs à lutter pour obtenir des hausses de salaires au moins équivalentes.

Il y a quelques exceptions au gel général des salaires qui, compte tenu de l'inflation, représente en fait une baisse des salaires réels. Par exemple, certains supermarchés et désormais certains fournisseurs de carburant promettent à leurs salariés un salaire annuel de 60 000 livres (71 000 euros) ou plus. Des primes sont proposées aux travailleurs sociaux pour empêcher leur embauche par des concurrents. Dans le bâtiment aussi, les salaires sont plus élevés, en particulier ceux des maçons et des installateurs.

Bien que le Bureau national des statistiques (l'ONS : Office for National Statistics) ait estimé la croissance annuelle du salaire moyen à 7,4% entre

mars et juin (à 5,2 % en tenant compte de l'inflation), la croissance des salaires réels a été plus faible : entre 3,5 et 4,9 %. La Banque d'Angleterre a constaté une croissance encore plus lente, un peu au-dessus de 3 % sur la même période. Selon la Resolution Foundation, un groupe de réflexion qui prétend se consacrer à « l'amélioration du niveau de vie des ménages à faible ou à moyen revenu », cette croissance a été « plus forte que la croissance dérisoire des salaires pendant la période suivant la crise financière de 2008 au cours de laquelle les salaires ont à peine dépassé l'inflation ». C'est peut-être vrai. Mais pour la plupart des travailleurs, les propositions d'augmentations de salaire n'ont pas dépassé les 2 % lors des négociations obligatoires, et seulement pour les plus chanceux d'entre eux.

Adrian Jones, le responsable national du syndicat Unite the Union pour le transport routier et les chauffeurs de poids lourds, a ainsi déclaré que, même dans ce secteur, les patrons ne proposent pas d'augmentations de salaire durables mais seulement des primes exceptionnelles. Nombreux sont ceux qui se sont mis à acheter plus de fourgons pour pallier à la fois le manque de chauffeurs et les retards importants pris dans l'octroi des permis poids lourd. Dans ce contexte qui incite à l'embauche, les nouvelles recrues peuvent paradoxalement être plus payées que les travailleurs de longue date ce qui, selon Jones, a poussé à des menaces de grève.

Mais cela ne signifie pas que les conditions s'améliorent pour les chauffeurs de poids lourds, au contraire. Jones explique : « L'un de nos syndiqués a vu une annonce pour un poste de chauffeur qui proposait un salaire annuel de 62 000 livres (73 000 euros). Il a postulé et il s'est avéré que, pour obtenir ce salaire, il fallait travailler la nuit

et les weekends non-stop, sans s'arrêter une minute. Pour obtenir un tel salaire, il faut accepter de tout faire, et d'être limite hors la loi. »

Pour l'instant, les infirmières et les cheminots ont donc une cause commune à défendre avec beaucoup d'autres travailleurs du public comme du privé. Car presque tous voient leur salaire bloqué. Et même dans le cadre de négociations salariales, ils ne se voient proposer que des hausses inférieures à l'inflation. Aucune proposition d'action collective par secteur et encore moins de grève interprofessionnelle n'est venue pour l'instant de la part de leurs dirigeants syndicaux. Ce n'est certes pas une surprise. Mais ce serait pourtant le seul moyen d'avancer.

LE MARCHÉ DE L'ÉNERGIE : UN CASINO

Selon le régulateur public de l'énergie, Ofgem, et selon les ministres, c'est la loi de l'offre et de la demande qui est la raison de l'envolée des prix de l'énergie : puisque la pandémie s'est calmée et qu'on a besoin de plus d'énergie [...], les prix ont augmenté. Il est indéniable que les producteurs de gaz ont saisi l'occasion pour se constituer un magot : les prix ont quadruplé depuis août 2020. Il est naturellement dans l'intérêt des capitalistes de l'énergie de se prévaloir d'une pénurie pour pousser les prix vers le haut. Néanmoins, malgré tous ceux qui évoquent un retour de la guerre froide, le russe Gazprom n'est pas responsable du problème de l'approvisionnement.

En Grande-Bretagne, le problème est amplifié par un marché de l'énergie hypertrophié, chaotique et non réglementé, créé il y a 35 ans par la privatisation. Il y a dix ans, la fourniture d'électricité et de gaz était encore dominée par les « six

grands » que sont British Gas, EDF Energy, Eon UK, Npower, ScottishPower et SSE, qui ont réalisé d'énormes bénéfices, versé des primes massives à leurs dirigeants et fait augmenter de façon vertigineuse les prix de l'énergie pour les ménages. D'où un large mécontentement. Le gouvernement a donc allégé le maigre cadre réglementaire existant et le nombre de fournisseurs pour les particuliers est passé de 12 en 2010 à 70 en 2018. Cette mesure était censée, pour les partisans du libre marché, entraîner une baisse des prix.

La Grande-Bretagne se vantait alors d'avoir « les marchés les plus libéralisés du monde ». Mais les prix ont continué de s'envoler. Certaines sociétés se sont entendues pour qu'ils restent élevés, même si d'autres ont cassé les prix des contrats jusqu'à ce que les anciens « six grands » perdent le monopole du terrain. Mais un certain nombre des 70 nouveaux fournisseurs firent faillite en 2018-2019. D'où la mise en place de nouvelles règles pour protéger ces affairistes d'eux-mêmes, en les empêchant de vendre à perte. Ce plafonnement des prix mis en place en 2019 pour protéger le consommateur de prix qui crevaient le plafond fut bien entendu considéré par les capitalistes de l'énergie et certains parlementaires conservateurs comme une « entrave inappropriée à la libre concurrence ».

En mars de cette année, il y avait encore 49 fournisseurs de toutes tailles. Mais seuls les plus grands ont eu les moyens de « couvrir leurs paris » convenablement face aux hausses des prix vertigineuses. En effet, face à un prix du gaz qui a augmenté de 250 % depuis janvier, toutes ces entreprises ne disposaient pas de suffisamment de capital pour assurer les approvisionnements promis. [...] Comme l'a fait remarquer



Dermot Nolan, du temps où il dirigeait l'Ofgem, le régulateur de l'Énergie. (Ici, sur les bancs de la Chambre des communes)

le patron de Green, un petit nouveau dans le secteur, ses collègues traitent le marché de l'énergie comme un casino. Depuis la mi-septembre, dix des plus petits parieurs sont déjà allés au tapis.

Mais que le gouvernement intervienne pour que ce marché d'escrocs continue, que l'Ofgem transfère les clients vers British Gas ou d'autres grandes entreprises, ou qu'il joue le rôle de fournisseur de dernier recours, le plafonnement des prix de l'énergie va être supprimé et les factures vont augmenter : en moyenne de 139 livres sterling (soit 164 euros) ce mois-ci et de 17% l'année prochaine.

Cependant, le transfert des clients des entreprises qui ont fait faillite vers des entreprises plus solides n'est pas gratuit. Aussi incroyable que cela puisse paraître, il existe un accord avec les compagnies de gaz selon lequel l'ensemble des consommateurs d'énergie partagera le coût engagé par les grandes entreprises pour racheter la clientèle des sociétés en faillite. À première vue, cela pourrait ajouter 90 livres (106 euros par an) ou plus à la facture de chaque ménage en fonction du nombre d'entreprises qui font faillite. En d'autres termes, les clients se sont portés garants pour leurs

fournisseurs, ces affairistes qui leur ont fait les poches ! Et ce n'est pas tout : ces mêmes affairistes sont pris en charge de sorte qu'ils ne supportent aucun risque et ne perdent pas un centime.

L'économiste Robert Peston l'a formulé ainsi : « *Dans le cadre du mécanisme garantissant un fournisseur de dernier recours afin de protéger les clients des entreprises d'énergie en faillite, chaque client récupéré d'une entreprise en faillite coûte à l'entreprise de sauvetage environ 600 livres (709 euros), somme qu'elle a le droit de réclamer sur 15 à 24 mois à tous les clients d'énergie du pays. En d'autres termes, les coûts des erreurs des clients qui achètent de l'énergie à des entreprises fragiles sont "socialisés".* » Mais Peston a tort. Ce ne sont pas les erreurs des clients qui posent problème, mais le fait que des entreprises douteuses aient vu le jour avec la bénédiction du régulateur. Sans parler du bourrage de crâne opéré par les sites de comparaison pour inciter les clients à changer de fournisseur en vue de bénéficier des tarifs les plus bas.

Devant le petit tollé tout de même suscité par ce système de compensation, le Trésor met en place un plan de sauvetage pour ces parieurs et ces es-

crocs, mais les clients continueront à payer ; les prélèvements seront simplement étalés sur plusieurs années.

L'ancien chef de l'Ofgem, Dermot Nolan, qui a dirigé le régulateur de l'énergie de 2014 à février 2020, a déclaré que, s'il avait su, il aurait mis en œuvre « *plus tôt des conditions de licence plus strictes* » pour les fournisseurs existants et nouveaux. Un tel aveu ne manque pas de sel de la part de celui qui a présidé à la libéralisation à outrance.

Comment remédier à cette situation ? Bien sûr, les services essentiels comme le gaz et l'électricité devraient être sous contrôle public. Mais même s'ils l'étaient, il n'y aurait aucune garantie d'amélioration. Il suffit de regarder le système de santé pour s'en convaincre. En effet, tout dépend de la classe sociale qui détient le pouvoir. L'inaction du gouvernement actuel, qui se contente de regarder l'incendie progresser, fournit des arguments supplémentaires en faveur du contrôle des travailleurs sur l'économie.

ET MAINTENANT ?

L'augmentation du coût de la vie frappe d'ores et déjà durement la classe ouvrière. L'inflation s'élève à 3% et ne cesse de croître. Le prix des denrées alimentaires va encore augmenter de 5%, selon le patron de la chaîne de supermarchés Tesco lui-même. Le prix de l'essence et du gazole, déjà inabornables avant les pénuries actuelles, va augmenter encore. En outre, au moment où le dispositif de chômage partiel mis en place par le gouvernement britannique arrive à terme (le 30 septembre)¹, une nouvelle attaque commence : le 1^{er} octobre, le plafond des prix du gaz et de l'électricité passera de 1 150 livres

1 Comme en France, c'est l'État qui s'est chargé au plus fort de la pandémie de compenser en partie les salaires que les patrons ne voulaient plus verser dans les entreprises à l'arrêt ou au ralenti.

JONATHAN BRADY/PA WIRE



Rassemblement de soignants en mars 2021 devant le 10 Downing Street, siège du Premier ministre. Sur la banderole de gauche : « Les applaudissements et les gestes symboliques, ça suffit ! Augmentez nos salaires et financez notre système de santé ! ». Sur celle de droite : « Les travailleurs du NHS disent non aux 1 %. 15 % ou c'est la grève ! ».

(1 355 euros) à 1 277 livres (1 504 euros), soit une hausse de 11 %. Le même jour, la somme supplémentaire de 1 000 livres (1 178 euros) par an qui avait été attribuée au Crédit universel sera supprimée².

Puis, en avril 2022, les cotisations sociales subiront une hausse de 1,25 %, alourdissant d'autant la ponction sur les salaires. Dans le même temps, les prix du gaz et de l'électricité devraient encore augmenter de 17 %.

Avant même les problèmes d'approvisionnement et les pénuries de carburant en cours, le ministre des PME/PMI, Paul Scully, avait averti que, au vu du gonflement de la facture énergétique, l'hiver serait rude et que le risque de pénuries alimentaires était préoccupant.

Lorsqu'une journaliste de la BBC a demandé à Johnson

comment les gens allaient pouvoir faire vivre leur famille, il a déclaré que toute personne qui « avait du mal » devrait chercher un meilleur travail et travailler davantage. La plupart des travailleurs qui gagnent ce que ce gouvernement a le culot d'appeler le salaire national de subsistance³ sont dépendants du Crédit universel pour compléter leurs misérables revenus. Le perdre, c'est se retrouver la tête sous l'eau.

Il va de soi que la « reprise économique » post-confinement et la pénurie de travailleurs n'ont pas amélioré les emplois et les salaires, bien au contraire. Les chemins de fer, par exemple, suppriment des postes à tour de bras afin de préparer le grand lancement de leur privatisation réinventée – ce que le gouvernement appelle les Grands chemins de fer britanniques⁴. Et c'est aux

cheminots qu'est présentée la note en termes d'emplois et de salaires.

Mais les travailleurs ne restent pas l'arme au pied. Ainsi les techniciens d'Abellio Scotrail, parmi de nombreux autres travailleurs « essentiels » qui ont travaillé pendant toute la pandémie, revendiquent une augmentation de salaire. Ils refusent les heures supplémentaires et préparent leurs revendications sans aller, pour l'instant, jusqu'à la grève. Les chauffeurs de bus et techniciens de nettoyage de la société Stagecoach votent actuellement la grève. Cette entreprise a fait cette année des bénéfices de 58,4 millions de livres (68,8 millions d'euros), a encaissé le cadeau des mesures d'urgence du ministère de l'Industrie et du Commerce, mais n'a pas accordé d'augmentation de salaire à ses salariés depuis deux ans. Dans la santé, les transports, la distribution, l'industrie manufacturière, l'agroalimentaire, le commerce de détail... partout, les patrons veulent imposer le gel des salaires ou des augmentations en dessous de l'inflation.

Les travailleurs ont des intérêts communs à défendre. S'ils décident de transformer ces intérêts communs en une grève commune, les petites grèves pour des augmentations de salaire qui apparaissent de manière éparses à travers le pays pourraient se transformer en une vague que les patrons seront incapables d'arrêter.

29 septembre 2021

2 Le *Universal Credit* (Crédit universel) est une fusion de six aides sociales introduite par le Premier ministre conservateur David Cameron en avril 2013. Les obstacles administratifs sont nombreux pour ceux qui souhaitent accéder à ce crédit, en fait loin d'être universel.

3 Ce *National Living Wage*, conçu en 2016 par les conservateurs comme devant être plus élevé que le smic britannique (le *National Minimum Wage* créé en 1998 par les travaillistes), est en fait au même bas niveau aujourd'hui : 8,91 livres par heure (10,5 euros) pour les plus de 23 ans.

4 Voir l'article « 'Great British Railways': rail workers need a central plan », *Class Struggle*, n° 113.



L'immobilier chinois en crise

Ces vingt dernières années, la croissance de l'économie capitaliste en Chine a été en grande partie tirée par la construction immobilière, un développement répondant certes aux besoins d'un pays en pleine transformation, mais réalisé massivement à crédit, objet d'une large spéculation, alimentant une bulle que les autorités chinoises ont bien du mal à contenir, et qui menace aujourd'hui de se dégonfler brutalement, au travers des déboires du promoteur Evergrande et de ses semblables.

L'ESSOR DU MARCHÉ IMMOBILIER

Le contexte dans lequel la spéculation immobilière s'est développée en Chine est celui d'une urbanisation accélérée, l'un des traits marquants de l'évolution du pays ces trois dernières décennies. Alors qu'en 1980 un Chinois sur cinq habitait la ville, ils étaient un sur deux au tournant des années 2010, et près de deux sur trois aujourd'hui. Entre 1990 et 2018, les villes ont accueilli 539 millions de résidents supplémentaires, un gigantesque potentiel pour les capitalistes chinois, qui a tiré toute l'économie chinoise ces vingt dernières années. En 1990, l'investissement immobilier ne représentait que 5 % du PIB. Fin 2017, c'était près de 30 %, dont les deux tiers pour des logements résidentiels, et 20 % de l'emploi urbain. C'est dire si ce secteur joue un rôle central dans le développement de la Chine.

Le marché immobilier et les promoteurs tels Evergrande se sont développés dès le milieu des années 1990. Des villes comme Shanghai, Shenzhen,

Pékin ont eu à loger des dizaines de millions de travailleurs migrants en provenance des campagnes et allant s'embaucher dans les nouvelles industries des provinces côtières et des grands centres urbains, qui se sont développées à ce moment-là comme sous-traitantes du capitalisme occidental. Du fait de la conversion de dizaines de millions de paysans en ouvriers, avec l'augmentation des salaires, fruit des luttes ouvrières, mais aussi du fait de l'apparition d'un marché immobilier de luxe destiné à une petite bourgeoisie plus nombreuse et plus riche, l'urbanisation est allée de pair avec l'augmentation de la surface et de la qualité des logements, augmentant d'autant la demande sur ce marché.

Les promoteurs immobiliers ont également pu profiter à partir de 1998 de l'abrogation de la loi contraignant les entreprises publiques à loger leurs salariés. Ainsi, si en 1990 seulement 17 % des ménages chinois étaient propriétaires de leur logement, ils étaient déjà 87 % à l'être en 2018. Pour acheter, les Chinois ont dû épargner une part

croissante de leurs revenus, les couples mobilisant souvent l'épargne des quatre grands-parents. L'épargne ne suffisant souvent pas, les ménages se sont largement endettés. Si, pour les plus riches, l'immobilier est devenu un placement purement spéculatif, destiné à la revente à plus ou moins court terme, c'est pour beaucoup de Chinois plus modestes une réserve, un placement nécessaire pour pallier les insuffisances de l'État en matière de santé et d'éducation, pour assurer une sorte d'épargne pour leur retraite ou pour leurs enfants, en comptant sur une revente avec des prix à la hausse.

LA MISE EN COUPE RÉGLÉE DE LA CHINE

Il y a d'autres raisons, plus structurelles, au gonflement de la bulle immobilière. En Chine, les terres appartiennent légalement à l'État dans les zones urbaines et aux collectivités dans les zones rurales. Depuis 1988, les collectivités, les gouvernements locaux des provinces, districts, cantons et villages sont autorisés à

vendre les droits d'utilisation du sol. Or, sans même parler des appétits des bureaucraties locales et de la corruption endémique, les collectivités locales ont besoin d'argent, de beaucoup d'argent, ne serait-ce que parce que l'État central s'approprie la moitié des ressources fiscales en laissant aux collectivités 80% des dépenses publiques. Pour vendre les terrains le plus cher possible, ou pour y investir elles-mêmes, directement ou au travers des entreprises publiques avec qui elles sont liées, les collectivités locales ont d'abord expulsé des dizaines de millions de paysans. Ainsi, en quelques années, un gigantesque transfert de richesses s'est opéré au profit de ces bureaucrates et de ces nouveaux capitalistes. Et c'est en recourant massivement aux emprunts auprès des banques et du secteur informel que les collectivités ont trouvé les moyens de développer leurs affaires immobilières. On estime aujourd'hui que 40 à 45 % de leurs revenus dépendent de ces revenus fonciers. Quant à loger les salariés des entreprises publiques, ce fut de moins en moins la préoccupation des dirigeants, les collectivités privilégiant les investissements dans le secteur résidentiel de luxe, susceptible d'attirer les ménages à revenus élevés en mesure d'accroître les recettes fiscales et de faire monter le prix des terrains.

Le développement du secteur immobilier a aussi été facilité par une politique monétaire favorable, les banques prêtant à des taux relativement bas. Le montant des prêts immobiliers a été multiplié par 27 entre 1999 et 2012. En Chine, le niveau d'endettement de l'ensemble des acteurs économiques est aujourd'hui considérable, représentant 308% du PIB, alors qu'il n'était en 1996 que de 100% du PIB. Ce sont les sociétés non financières, dont les entreprises publiques,



Manifestation contre une expulsion en 2013.



Des travailleurs de la construction à Nanchong, dans le Sichuan, exigent le paiement des arriérés de salaires en juillet 2018.

qui en totalisent la plus grande part, plus de la moitié. Ce qui fait dire aux spécialistes que l'État chinois, qui n'est endetté qu'à hauteur de 50% du PIB, conserve de ce point de vue des marges de manœuvre importantes. La dette immobilière des gouvernements locaux et des sociétés qui leur sont liées est difficile à connaître, mais elle est très importante, peut-être 10 000 milliards de dollars, un cinquième à un quart de la dette totale. L'accès au crédit des gouvernements locaux a fait l'objet de mesures restrictives à partir de 2013, des mesures qui ont surtout conduit au développement du « shadow banking », le secteur bancaire informel bien moins contrôlé par l'État. La part du *shadow banking* dans la dette non bancaire des gouverne-

ments locaux a ainsi augmenté de 1,5% en 2008 à 48% en 2016, avant de nouvelles mesures restrictives qui ont, semble-t-il, diminué depuis son importance relative. Il reste qu'au total, le secteur immobilier, et par là une bonne partie de l'économie de la Chine, s'est construit sur une montagne de dettes, dont on perçoit aujourd'hui la fragilité.

Des bulles immobilières ont commencé à apparaître dès 2005. Si l'État chinois a pris des mesures restrictives, plus ou moins efficaces, à certains moments, à d'autres moments il s'est appuyé sur ce secteur pour compenser le ralentissement de son économie et garantir à sa bourgeoisie la perpétuation de ses profits. Ces vingt dernières années se sont donc succédé des périodes d'in-



Complexe résidentiel à Qidong, près de Shanghai, un projet phare d'Evergrande.

vestissement intense et des périodes d'écoulement des stocks. Après la crise de 2009, les autorités chinoises ont mis en place un plan de relance de près de 600 milliards de dollars, ciblé sur les infrastructures et largement financé par l'emprunt des gouvernements locaux, conduisant à une accumulation de surcapacités dans les secteurs industriel et immobilier et à un endettement massif des collectivités locales. Les capitalistes chinois n'ont pas été les seuls à profiter de la situation. Pour la bourgeoisie occidentale, la Chine était alors l'un des rares secteurs en expansion, le nouvel eldorado où il fallait être pour fournir matières premières et outillages et pour investir. À cette époque, la part des investissements directs étrangers en Chine dans l'immobilier est passée de moins de 10 % à près de 25 % du total des investissements. Les prix y ont ensuite stagné quelques années, avant de s'envoler en 2014, se stabiliser en 2015, et de nouveau s'envoler en 2016 et 2017. Depuis 2017 et les nouvelles restrictions accompagnant les déclarations de Xi Jinping, « *les logements sont faits pour y vivre, pas pour spéculer* », les prix ne croissent plus que de 5 à 10 % par an en moyenne. En vingt ans, les prix

des logements dans les grandes villes auront été multipliés par sept, les rendant inaccessibles pour la plupart des Chinois. À Shanghai ou Shenzhen, le coût moyen d'un logement peut monter à trente ou quarante années d'un revenu moyen.

Les symptômes de la spéculation immobilière et du surinvestissement dans les infrastructures sont manifestes depuis plusieurs années. Les villes fantômes, les routes et les aéroports sous-utilisés sont aussi là pour en témoigner. Si, dans les 35 plus grandes villes du pays, il y a peu de logements invendus, beaucoup sont inoccupés, car destinés à la seule revente. Dans les villes plus petites, les promoteurs détiennent de larges stocks et mettent plusieurs années à les écouler. On estimait en 2015 à 70 millions le nombre de logements construits mais inoccupés. Ils seraient 90 millions aujourd'hui. À Hangzhou (la Venise chinoise), à 90 kilomètres de Shanghai, les logements de luxe construits par Evergrande, dont le prix a triplé depuis 2012, ont été vendus pour 80 % d'entre eux, mais un tiers sont inoccupés, en attente d'être revendus.

LE GOUVERNEMENT DÉCLENCHE LA CRISE

Le gouvernement chinois est conscient des risques économiques et politiques liés au gonflement de la bulle immobilière et à l'endettement des collectivités locales. Une bulle finit un jour par exploser et un effondrement du secteur immobilier aurait pour l'économie chinoise des effets ravageurs. Les prix trop élevés, qui deviennent inacceptables pour nombre de Chinois, posent d'autres problèmes économiques mais aussi politiques. Aussi le gouvernement tente-t-il périodiquement de modérer l'envolée des prix ainsi que celle de la dette. La crise sanitaire a eu un impact important sur le marché. Alors que, à la suite des restrictions précédentes, le marché était dans une phase baissière, les ventes ont été interrompues. Et en juillet 2020, le gouvernement chinois a décidé de mettre en place une nouvelle réglementation, parfois résumée sous l'expression des « trois lignes rouges ». Il s'agissait encore une fois de limiter la croissance de l'endettement des promoteurs immobiliers en fonction de l'état de leur dette. Ceux qui, selon plusieurs ratios sont trop endettés, ne peuvent plus emprunter, ou dans certaines limites. Selon un institut de recherche, seules six des 70 plus grandes sociétés immobilières chinoises respectent toutes les conditions des trois lignes rouges; 19 dont trois des dix plus grands promoteurs du pays franchissent les trois lignes et ne peuvent théoriquement plus s'endetter à nouveau.

Mais au lieu de prévenir la crise, les « trois lignes rouges » en sont devenues un facteur déclenchant. La mécanique financière des promoteurs immobiliers ressemble beaucoup à une pyramide de Ponzi, dont le principe est que l'argent amené par les nouveaux entrants paye

CFP



Le siège de la Banque centrale chinoise à Pékin.

les bénéfiques des précédents, une pyramide qui ne peut que s'écrouler. En Chine, les promoteurs encaissent les dépôts et les préventes des nouveaux programmes pour achever les anciens, le financement est complété par des emprunts garantis par ces fonds. Tout va bien tant que le marché se développe et que l'accès au crédit reste facile. Le retournement de la conjoncture a mis à mal cette mécanique financière. Evergrande, endetté à hauteur de 260 milliards d'euros, franchit les trois lignes rouges et doit compter de plus en plus pour financer les chantiers en cours sur l'argent des futurs projets, à condition qu'ils existent. La chute des ventes ces derniers mois (-20% en août dernier par exemple) l'a ainsi forcé à brader une partie de ses actifs pour récupérer de quoi payer ses créanciers. Mais cela n'a pas suffi. Fin septembre et début octobre, Evergrande s'est retrouvé par trois fois dans l'incapacité de rembourser les dettes à l'échéance.

Evergrande est un géant, deuxième ou troisième promoteur chinois, une entreprise qui s'est créée en 1996 et qui a grandi en relation étroite avec le pouvoir, comme la plupart des grandes entreprises chinoises. Il em-

ploie directement 200 000 personnes et en fait travailler plus de trois millions dans l'immobilier, mais s'est aussi diversifiée dans l'automobile, le football, l'eau en bouteille... Entre un et deux millions de logements sont en cours de construction. Une faillite serait une catastrophe pour les travailleurs d'Evergrande comme pour les épargnants qui y ont mis leurs économies. Cela poserait sans doute de nombreux problèmes politiques au régime, dont les manifestations d'épargnants devant les locaux d'Evergrande ne donnent qu'un aperçu. Ce serait aussi une catastrophe pour les créanciers de l'entreprise et ses actionnaires, avec un impact sur toute l'économie chinoise. Pour toutes ces raisons, et bien qu'il affirme toujours sa volonté d'enrayer la dette du secteur, il est probable que l'État chinois ne laisse pas Evergrande faire faillite et intervienne pour la restructurer, nationalisant ses dettes devenues irrécouvrables. Certaines entreprises d'État et collectivités locales sont déjà mobilisées pour racheter telle ou telle partie du promoteur ou de ses filiales. Le problème est qu'Evergrande n'est pas un cas isolé. En février 2021, un autre promoteur, China Fortune, a

fait défaut, en ne remboursant pas à l'échéance plus de 800 millions de dollars. Début octobre, un autre promoteur, Fantasia, n'a pas remboursé près de 300 millions de dollars. Une banque américaine, JPMorgan, a calculé que sans intervention publique, onze promoteurs immobiliers pourraient faire défaut cette année sur un total de trente milliards de dollars, de quoi faire tanguer les marchés financiers de Chine et d'ailleurs. Même si Evergrande ne fait pas faillite, l'impact de la crise en cours peut faire fléchir durablement les prix, posant des problèmes financiers à d'autres promoteurs.

Les bulles, qu'elles soient immobilières ou financières, n'apparaissent pas par hasard. Elles se forment d'autant plus facilement que les rendements, le taux de profit, de l'économie productive fléchissent, prononçant un peu plus le parasitisme du capitalisme. Dans les pays capitalistes occidentaux, les profits des capitalistes alimentent les marchés financiers, qui s'hypertrophient. En Chine, le ralentissement de l'économie observé depuis plus de dix ans, avec des taux de croissance toujours plus bas, a poussé nombre de capitalistes et d'entités publiques à investir, dans l'anarchie la plus complète, dans l'immobilier, dont les rendements, même décroissants, restaient supérieurs, notamment parce que ce secteur était alimenté par de la dette. La bulle immobilière qui menace d'éclater aujourd'hui, le gigantesque gâchis de travail humain qu'elle représente sont le corollaire d'une économie capitaliste qui, en Chine comme dans le reste du monde capitaliste, pourrit et n'a plus de perspective de développement.

12 octobre 2021



Droite-gauche ; gauche-droite : vers un retour d'un service national obligatoire ?

Expérimenté dans 13 départements en 2019 par un peu moins de deux mille jeunes, suspendu en 2020 pour cause de pandémie, le service national universel, promis par Emmanuel Macron lors de la dernière présidentielle et instauré en 2018, a connu cet été un début d'application. Il a concerné à peine 18 000 jeunes entre 18 et 20 ans, mais sa généralisation est, d'après la loi qui l'encadre, prévue pour 2024. Une vingtaine d'années après la fin de la conscription décidée par Chirac, les partis de gauche, Jean-Luc Mélenchon en éclaireur, continuent pour leur part de défendre l'idée d'un retour nécessaire à une forme de service national.

LE RÔLE DE LA CONSCRIPTION DANS LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT BOURGEOIS MODERNE

Dans la société capitaliste, et quelle que soit la forme, dictatoriale, monarchique ou républicaine de celui-ci, l'État n'est, selon la formule d'Engels souvent citée par Lénine, qu'une « bande d'hommes armés » au service de la défense de l'ordre social. La taille et l'organisation de ces bandes doivent donc s'adapter aux nécessités politiques, aux guerres à préparer ou à mener et au niveau de combativité des exploités.

Durant près de deux siècles, l'État de la bourgeoisie française, né au cours de la révolution de 1789 et des guerres qui marquèrent la période suivante, a reposé sur une mobilisation permanente d'une partie de sa population masculine à travers le système de la conscription. À l'armée d'Ancien régime, dont tous les grades d'officiers revenaient à la noblesse, succéda une armée de « citoyens-soldats »...



La conscription, décrétée le 29 fructidor an VI (5 septembre 1798).

Premiers départs pour le service militaire. Le 5 septembre 1798, la loi proclame : « Tout Français est soldat et se doit à la défense de la patrie. »

aux ordres d'officiers recrutés presque exclusivement parmi les rejetons mâles des nouvelles classes dirigeantes. Pour défendre les intérêts des possédants, une « garde bourgeoise » fut alors créée parallèlement, qui prendra ensuite le nom de garde nationale. Les pauvres en étaient exclus. Cette institution allait servir de force de répression spécialisée durant toute la première partie du 19^e siècle contre les grèves et les insur-

rections ouvrières.

Pendant des décennies, au gré des transformations politiques (premier Empire, Restauration, révolution de 1848, second Empire), la conscription voulue comme « universelle et obligatoire » en 1798 pour tout Français âgé de 20 à 25 ans et pour une durée de six ans, connut bien des évolutions, notamment de durée. Mais elle reposait sur un système pro-

tégeant les fils des classes possédantes, à l'exception de ceux qui s'engageaient pour commander et envoyer à la mort les paysans et les prolétaires qui constituaient l'essentiel des unités.

Jusqu'en 1905, où ce système fut supprimé, un tirage au sort désignait environ un tiers des hommes éligibles parmi les célibataires et les veufs sans enfants. Mais toute famille un peu fortunée dont le rejeton avait été ainsi choisi pouvait payer un remplaçant pour échapper à la conscription. Bourgeois et aristocrates achetaient leur vie au prix de celle des pauvres. À partir de 1855, une compensation financière versée à l'État se substitua à ce marché de la mort.

La défaite militaire de la France contre la Prusse en 1870, mais surtout les événements de la Commune de Paris, qui avait vu les prolétaires de la capitale se constituer eux-mêmes en force armée, avec ses officiers élus, et établir le premier embryon d'État ouvrier de l'histoire, amenèrent une transformation profonde de l'armée.

Il s'agissait pour la bourgeoisie, et pour son nouveau régime politique, la III^e République, de

répondre à deux nécessités :

– d'une part, se doter d'une armée capable à la fois de lui assurer la conquête d'un empire colonial et de rivaliser, sur le continent européen, avec les autres puissances capitalistes, et en particulier avec l'Allemagne, dont l'unification, sous la férule de Bismarck, avait accéléré l'essor industriel. La lutte pour le partage du monde imposait une militarisation à marche forcée en même temps qu'elle alimentait à son tour la constitution de vastes trusts dans la construction navale, l'armement et la sidérurgie. Les budgets des ministères de la Guerre et de la Marine représentèrent ainsi plus du tiers du budget de l'État entre 1875 et 1900. La France, comme toute l'Europe, se hérissa de forteresses, de canons et de mitrailleuses. Cela eut comme autre conséquence de placer une masse considérable d'hommes sous l'uniforme (200 000 soldats supplémentaires par rapport à 1870, soit une augmentation de 50%) et donc l'élargissement du service militaire « à la prussienne », c'est-à-dire à beaucoup plus de jeunes. La conscription, établie par la loi du 27 juillet 1872, y pourvut.

D'autre part, il fallait aux classes possédantes protéger leurs intérêts de classe sur le plan intérieur. Encadrer et encaserner pour plusieurs années (six, puis trois à partir de 1889) toute une génération, c'était une réponse politique aux soulèvements parisiens et provinciaux de 1870 et 1871, et plus généralement à la montée du mouvement ouvrier révolutionnaire. Le bourreau de la Commune, Thiers, fut également surnommé « Thiers la baraque », en raison du programme engagé de construction de casernes, réparties sur tout le territoire, loin des centres ouvriers, où les officiers auraient tout loisir de repérer et de mater les contestataires. Ce sont d'ailleurs les plus réactionnaires, issus de l'aristocratie et des milieux catholiques, qui en constituèrent en grande partie l'ossature, ce dont l'armée d'aujourd'hui porte encore largement la trace. Et il fallut en recruter beaucoup pour encadrer les centaines de milliers de conscrits : ils étaient autour de 50 000 à la veille de la guerre de 1914 !

Ils eurent à tirer, bien avant cette date, contre les travailleurs : à Fourmies, le 1^{er} mai 1891, où la troupe, armée du nouveau fusil Lebel, fit neuf morts et des dizaines de blessés ; après la catastrophe minière de Courrières, en mars 1906, où 20 000 gendarmes et soldats furent positionnés face à 40 000 grévistes ; en 1907, quand 40 000 militaires furent requis face aux grèves ouvrières et aux vigneron du Midi, dont une partie, issus du 17^e régiment d'infanterie, se mutinèrent pour ne pas avoir à affronter leurs frères de classe et fraternisèrent avec eux ; ou encore en 1908, à Villeneuve-Saint-Georges, laissant cinq ouvriers sur le pavé et en blessant des dizaines. Par la suite, la bourgeoisie dotera son État de corps spécialisés dans la répression, à l'instar de la gendarmerie mobile, créée en 1921, ou des

FCEDL



En 1871, le prolétariat révolutionnaire décrète l'abolition de la conscription et l'armement de la population.



Compte-rendu du Congrès extraordinaire de la CGT au lendemain de la loi du 7 août 1913 instaurant le service à 3 ans.

Compagnies républicaines de sécurité (CRS) mises sur pied en 1944 et qui dépendent, elles, de la police.

La conscription eut d'emblée et conserva comme fonction essentielle l'embrigadement et le dressage de la jeunesse à coup d'exercices bêtifiants, de coups, d'humiliations et, au besoin, de peines de prison pouvant aller jusqu'à la déportation dans les Bat'd'AF (les bataillons disciplinaires d'Afrique du Nord). Cette mise à disposition de l'État allait d'ailleurs bien au-delà de la durée effective du service militaire puisque chacun pouvait être mobilisé dans la ré-

serve durant les sept années suivantes, puis dans la territoriale encore quinze ans! Toute personne voulant y échapper était désignée, recherchée et jugée comme déserteur. En temps de guerre, cela pouvait mener directement au peloton d'exécution.

Et, d'une certaine manière, l'obligation scolaire, imposée par les lois Ferry dans la décennie suivante, fut conçue elle-même comme une antichambre de la caserne: il s'agissait ouvertement de préparer tout enfant mâle à devenir un futur soldat, par des discours, sous contrôle, sur l'histoire, la géo-

graphie, l'instruction civique... ainsi que, durant quelques années au moins, par le manie- ment d'armes – fussent-elles en bois – dans des « bataillons scolaires ».

De nombreuses catégories furent protégées par ce sys- tème: dans leur grande ma- jorité, les fils de la bourgeoi- sie, les futurs instituteurs, les séminaristes, mais aussi les colons d'Algérie, purent ainsi bénéficier durant toute une pé- riode d'exemptions, de sursis ou d'une durée moins longue de service. En outre, même incor- porés, ces éléments bourgeois ou petits-bourgeois ne furent jamais à égalité avec le reste de la troupe. Ils devenaient eux- mêmes des chefs, ou louaient des chambres en dehors des casernes et payaient des soldats pour effectuer les corvées à leur place! Dans les tranchées de la Première Guerre mon- diale, ces galonnés disposèrent à toute heure d'ordonnances, des domestiques en uniforme en quelque sorte, pour satis- faire leur moindre besoin.

Quant aux peuples colonisés, même privés de tous les droits d'un citoyen français, ils furent à leur tour assujettis au service militaire, réquisitionnés sou- vent de force, puis jetés, avec tous les autres conscrits, dans la mêlée sanglante des guerres impérialistes en 1914, puis en 1940.

DE LA GUERRE D'ALGÉRIE À LA SUSPENSION DU SERVICE MILITAIRE

Au lendemain de la Deuxiè- me Guerre mondiale, le PCF mit tout son poids politique, ses ministres et ses relais mi- litants, au service de la sauve- garde des intérêts de la bour- geoisie française, de son État et de son empire colonial. Lors des massacres de masse par l'ar- mée française à Sétif, Guelma et Kherrata en mai 1945, le PCF,

qui comptait quatre ministres, dont Charles Tillon, ministre de l'Air, avait notamment appelé à « *châtier impitoyablement les organisateurs des troubles* ».

Après avoir dissous les milices patriotiques issues de la Résistance, les dirigeants du PCF avaient pesé pour que soient protégées, et maintenues dans toutes leurs prérogatives la police (responsable entre autres choses de l'arrestation des Juifs lors de la rafle du Vel'd'Hiv' pendant la guerre) et l'armée, rebaptisée par eux « armée du peuple » et basée sur la conscription. Ils s'opposèrent sur ce terrain à de Gaulle, accusé d'être un partisan d'une armée de métier sur le modèle qui s'était imposé en Allemagne entre les deux guerres mondiales.

C'est cette même armée de la république, œuvrant « au nom du peuple français », qui allait mener la guerre d'Indochine puis, là encore huit années durant, la sale guerre d'Algérie, la dernière dans laquelle les appelés furent massivement engagés directement. Et c'est d'ailleurs la SFIO, appuyée par le PCF lors des votes des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet en 1956, qui étendit considérablement l'appel aux soldats du contingent. Un million et demi furent mobilisés, et ce pour une durée de trente mois, les fils de bourgeois en position le plus souvent de sous-officiers ou d'officiers, les prolétaires comme fantassins ou exécutants des tâches matérielles. Sous l'uniforme, si les travailleurs restent des travailleurs, les autres couches sociales y disposent toujours de droits supérieurs dont les grades sont l'une des marques.

Les organisations de gauche, à l'exception du PSU et de quelques petits groupes d'extrême gauche, les abandonnèrent aux ordres des bour-

reaux et des tortionnaires du peuple algérien. Et c'est finalement de Gaulle, face au putsch des généraux à Alger en avril 1961, qui s'adressa aux conscrits pour leur demander de leur désobéir... en lui obéissant.

Au lendemain de la guerre d'Algérie, le service militaire, renommé « service national » en 1965, connut peu d'évolutions, si ce n'est son passage à une durée de douze mois en 1970, puis à dix en 1992.

La contestation de la guerre du Vietnam ainsi que le mouvement de mai 1968 et ses suites eurent cependant des répercussions durant quelques années. Et cela dans les casernes comme en dehors. Au printemps 1973, la mise en application de la suppression des sursis, adoptée trois ans avant, mit en mouvement les lycéens, directement concernés. Le mouvement entraîna aussi nombre de lycéennes, et les élèves des collèges techniques qui, pour la plupart, n'étaient pas concernés entrèrent aussi en mouvement. Cet élargissement reflétait l'hostilité de très larges couches de la jeunesse à la politique du pouvoir et à l'armée en général. Lutte ouvrière fut la seule organisation à se démarquer d'une revendication corporatiste, le rétablissement des sursis, et à défendre une revendication révolutionnaire, la suppression du service militaire¹. En 1974, une association, Information pour les droits du soldat, fut fondée par des militants de gauche et d'extrême gauche pour réclamer notamment le droit pour les appelés de s'organiser en syndicat et de s'exprimer librement. À la même période, furent créés des comités de soldats. Sans véritable audience de masse, ils n'en portaient pas moins de nombreuses revendications, telles que la gratuité dans les transports, le libre choix de la

date d'incorporation, une solde égale au smic, la liberté d'expression et d'organisation, ainsi que l'abolition des tribunaux militaires.

La disparition de l'Union soviétique en 1991 accéléra la transformation des armées de la plupart des États européens et la fin de la conscription (le Royaume-Uni y avait mis fin en 1960). Pour la France, c'est Jacques Chirac qui l'annonça en 1996, avant de faire voter une loi l'année suivante... malgré l'opposition du Parti socialiste et du Parti communiste. Si cela répondait aux exigences mêmes des généraux, qui réclamaient des forces plus professionnelles, mieux équipées et mieux formées, cette décision ne signifie pas pour autant la fin définitive de la conscription. Un retour en arrière est toujours possible. D'autres États, à commencer par les États-Unis lors de la guerre du Vietnam, ont été amenés à y recourir après l'avoir abandonnée; comme aussi la Suède en 2017, en raison d'un manque de recrues. Et qui peut douter que, dans les guerres futures, la bourgeoisie française sera amenée à mobiliser d'une façon ou d'une autre, ne serait-ce que pour la museler, une partie de sa population, à commencer par sa jeunesse. Un article de la loi de 1997 précise d'ailleurs que le service militaire n'est que « suspendu » et sera « rétabli à tout moment par la loi dès lors que les conditions de la défense de la Nation l'exigent ou que les objectifs assignés aux armées le nécessitent ».

UNE ARMÉE TOUJOURS TRÈS PRÉSENTE...

Indépendamment de ses propres effectifs, de son budget et de tous les canaux qui alimentent ses entrepôts d'armes et ses interventions

¹ Voir *Lutte de classe* n° 9, avril 1973 et n° 11, juin 1973.

extérieures, l'armée est loin d'avoir abandonné sa capacité d'encadrement de la jeunesse et de propagande.

Tout d'abord à travers ses propres collèges, lycées et écoles militaires, mais surtout l'Éducation nationale, avec laquelle elle a multiplié les partenariats, les publications et les interventions et dont elle imprègne les programmes. Il existe même 300 classes dites « défense et sécurité globales » (soit six mille élèves, dont un cinquième en zone d'éducation dite prioritaire) « parrainées » par une unité militaire, la gendarmerie ou la sécurité civile.

Cette influence s'exerce aussi à travers des dispositifs dits « d'engagement civique » qui existent sous l'égide du ministère des Armées, dont le Service militaire adapté, le Service militaire volontaire, les cadets de la Défense, qui organisent des activités en direction des jeunes de 14 à 16 ans; les cadets de la République qui forment des adjoints de sécurité et qui préparent au concours de gardien de la paix; la garde nationale, enfin, créée en octobre 2016 au motif de la lutte contre le terrorisme et qui compte près de 72 000 réservistes de la police et de l'armée!

À longueur d'affiches publicitaires et de vidéos, l'armée recrute parmi la jeunesse (près de 20 000 jeunes chaque année), en se posant en une force de paix défendant les droits de l'homme de par le monde, ainsi que la veuve et l'orphelin.

LE SNU : LE PROJET DE MACRON ET UNE GAUCHE PRÊTE À FAIRE MARCHER LA JEUNESSE AU PAS

Premier président à ne pas avoir effectué son service militaire, Macron a enfilé à son tour le costume de chef des armées et a usé à l'envi de la fibre patriotarde depuis son élection.



Une promesse de Macron en 2017.

Courtisant tout ce que le pays compte de réactionnaires, il s'était engagé en 2017 à mettre en place un « service national de durée courte, obligatoire et universel » ouvert aux jeunes, filles et garçons, âgés de 15 à 17 ans, dans lequel il prétendait voir un gage d'unité nationale et de « résilience de notre société ».

Pour l'instant, ce SNU, qui a vu cet été sa première expérimentation véritable pour environ 18 000 jeunes, ressemble surtout à un pétard mouillé. C'était d'ailleurs peut-être la seule visée, électoraliste, du candidat Macron discourant sur la nécessité d'un retour à l'ordre, à la discipline et à la citoyenneté sous commandement et encadrement militaire. Nul ne sait par conséquent si la généralisation, prévue pour s'étendre sur sept ans, de ce système par ailleurs coûteux puisqu'estimé à « quelques milliards d'euros » dans un rapport de 2018, sera menée à bien.

Ce SNU, mixant service civique et militaire, comporte actuellement deux phases : la première, obligatoire durant deux semaines, assortie d'un séjour de même durée dit de cohésion dans des internats, des centres de vacances ou de formation : les jeunes y portent l'uniforme, chantent *la Marseillaise* avec le lever quotidien du drapeau et doivent absorber

la propagande des instructeurs militaires sur divers sujets, dont « la défense et la sécurité », mais aussi la transition écologique ou « l'engagement citoyen ».

La deuxième phase, facultative, prend la forme d'un engagement pour une durée pouvant varier de trois mois à un an. Elle doit s'effectuer dans un cadre en lien avec la défense et la sécurité (armées, police, gendarmerie, pompiers, sécurité civile), mais aussi avec « l'accompagnement des personnes, la préservation du patrimoine ou l'environnement ». Elle peut également être accomplie dans le cadre de l'actuel service civique.

Le moins qu'on puisse dire est que les partis de gauche qui aspirent à revenir au pouvoir n'entendent pas rompre des lances avec Macron sur cette question, même s'ils en ont contesté la mise en œuvre concrète ou le coût.

Durant des décennies, le Parti socialiste comme le Parti communiste ont été de farouches défenseurs de la conscription et, en serviteurs loyaux de l'impérialisme, de solides défenseurs des armées et de ses interventions. Tout au plus, Mitterrand finit-il par encadrer par la loi l'objection de conscience, dont le principe avait été reconnu depuis 1963 mais jamais vraiment appli-

qué et qui existait depuis plus d'un siècle au Royaume-Uni!

Le Parti communiste, sachant sans doute le peu d'engouement d'une grande partie de la jeunesse pour un éventuel retour sous l'uniforme – ou à un encadrement quelconque par les militaires – se fait désormais discret sur cette question. Mais il a toujours défendu, suivi en cela par toute une partie de l'extrême gauche, l'idée qu'une armée reposant sur une conscription universelle, obligatoire, à étendre désormais aux femmes, était préférable à une armée de métier, car jugée plus démocratique, ouverte à la « mixité sociale » et même facteur de « cohésion nationale »!

Quant à Jean-Luc Mélenchon, il a réaffirmé² son attachement à une « nouvelle conscription », suivie de l'expression « au service du citoyen » censée en gommer le caractère militaire. Tout en évoquant les tâches convenues « d'utilité publique », comme la « réparation de l'environnement » qui ressemblent fort au prêchi-prêcha d'un Macron sur le sujet, il ajoute : « À l'évidence, le contingent sera formé aux tâches de "défense passive" et pour une part aux tâches militarisables. » Là encore, l'ajout de l'adjectif « passive » ne change rien à l'affaire. Et Mélenchon de voir à son tour dans ce service de neuf mois demandé aux 18-25 ans la possibilité de mettre par la même occasion du « sang neuf dans les rangs de la police », un moyen efficace de lutter contre la violence et le racisme qui la gangrènent. Il promet que les jeunes ainsi mobilisés bénéficieront du smic et pourront passer leur permis de conduire ou rattraper des retards d'apprentissage, ce que l'armée a elle-même organisé ou prétendu faire durant des décennies.



LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LA QUESTION DU SERVICE NATIONAL

La conscription, même réformée de cette manière, n'est en rien un progrès ou un « moindre mal » par rapport à l'armée de métier. Elle s'est imposée durant près de deux siècles aux travailleurs, dans une mesure bien moindre d'ailleurs aux éléments bourgeois et petits-bourgeois qui ont conservé jusqu'à sa suspension bien des moyens de la contourner. Nos propres camarades s'y sont pliés, pas tant pour ce qu'on pouvait y apprendre de la chose militaire ou du manie- ment des armes, mais afin de partager ce qui était le passage obligé des jeunes travailleurs pour être à même de trouver un emploi. Une occasion aussi pour les révolutionnaires issus de milieux relativement favorisés de côtoyer et de se lier, humainement, voire politique-

ment, avec des jeunes issus des classes populaires.

Mais, contrairement alors aux autres organisations se réclamant en France du courant trotskiste, Lutte ouvrière a toujours réclamé la suppression de ce même service militaire et nous contestons aujourd'hui toute tentative de rétablissement de celui-ci, même enveloppée des phrases creuses sur le civisme, l'environnement et, a fortiori, la « cohésion nationale » vantés par les partis de gauche. C'est toujours vers l'État de la bourgeoisie que ces gens-là se tournent et à qui ils offrent leurs services au lieu de le combattre.

Ce n'est pas, par exemple, du seul fait que l'armée chilienne comportait dans ses rangs des soldats issus de la conscription qu'elle aurait pu s'opposer à Pinochet et au corps des officiers d'active lors du coup d'Etat mené contre le socialiste Allende qui écrasa la classe

² Interview à *L'Opinion*, 30 novembre 2020, et blog de Jean-Luc Mélenchon, décembre 2020.

ouvrière. Et personne ne s'est adressé à eux dans ce sens. C'est la politique criminelle des organisations du mouvement ouvrier, à commencer par le Parti socialiste et le Parti communiste et l'attitude des groupes d'extrême gauche qui ne voulaient pas proposer une autre politique ni rompre avec eux, qui sont responsables de ce massacre, pour avoir laissé la classe ouvrière désarmée, politiquement et matériellement.

Ce n'est bien évidemment pas par pacifisme, par refus de porter les armes ou de toute violence que les révolutionnaires doivent défendre cette position. Le pacifisme est toujours une politique qui désarme les exploités et les livre à leurs exploités et, lorsque la survie de la domination de la bourgeoisie est menacée, à leurs bourreaux.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire a, dès sa naissance, revendiqué pour les travailleurs, à commencer par les plus jeunes d'entre eux, le droit d'apprendre le maniement des

armes. À condition qu'ils ne soient pas enfermés dans des casernes, assujettis aux ordres et à la discipline d'officiers professionnels fidèles défenseurs de la bourgeoisie. Les militants ont porté durant des décennies, jusqu'au renoncement des partis socialistes puis des partis communistes à la révolution, l'idée de milices ouvrières, formées et entraînées sur les lieux de travail, pendant les heures de travail, sous le contrôle de leurs organisations. C'est d'ailleurs ce que la classe ouvrière de Russie imposa dès le renversement de l'autocratie tsariste. Et ce sont ces milices ouvrières, dans lesquelles les militants du Parti bolchevique jouèrent un rôle de premier plan, qui furent le fer de lance de la prise du pouvoir en octobre 1917 puis, dans la période suivante, des premiers bataillons de l'Armée rouge.

Dans le *Programme de transition*, rédigé à la veille du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale mais qui garde toute

son actualité, Trotsky revendiquait « *la substitution à l'armée permanente, c'est-à-dire de caserne, d'une milice populaire en liaison indissoluble avec les usines, les mines, les fermes, etc., ainsi que l'instruction militaire et l'armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle immédiat des comités ouvriers et paysans* ».

Cette perspective peut nous sembler lointaine à ce jour, compte tenu du niveau de combativité et de conscience des masses ouvrières et de la faiblesse des organisations se réclamant des idées communistes révolutionnaires. Mais elle n'est pas plus lointaine que ne l'est la révolution elle-même. Maintenir ce combat contre l'État de la bourgeoisie et son armée, préparer la fraction la plus consciente du prolétariat à la guerre sociale qui surviendra sous une forme plus dure que celle que nous subissons aujourd'hui, demeure indispensable et même vital.

15 octobre 2021



Février 1917 : à Petrograd, milice ouvrière à l'attaque du quartier général de la police..



URSS: 1962, la grève ouvrière de Novotcherkassk

Le film *Chers camarades* du réalisateur russe Andreï Kontchalovski, diffusé dans un nombre restreint de cinémas en France cet automne, relate la grève et les manifestations qui se sont déroulées en juin 1962 dans la ville soviétique de Novotcherkassk, et la répression brutale qui y mit un terme. Durant plus d'une décennie, les dirigeants de l'Union soviétique parvinrent à empêcher que la moindre information ne filtre sur ces événements. Et ce n'est que bien après la disparition de l'URSS que les témoignages et le combat pour la vérité de certains travailleurs, de militants et d'historiens, puis la déclassification des archives du KGB, la police politique, ont permis de mieux en connaître le déroulement. Une grève riche de significations pour les communistes révolutionnaires.

NOVOTCHERKASSK ET SON USINE DE LOCOMOTIVES

L'usine de construction de locomotives électriques (NEVZ) de Novotcherkassk était, avec ses 13 000 employés, la plus importante de ce secteur en URSS. La grève qui s'y déroula alors répondit à l'annonce quasi conjointe de deux décisions frappant durement le niveau de vie des travailleurs. Ceux-ci avaient appris le 1^{er} juin la décision de Khrouchtchev, successeur de Staline à la tête de la bureaucratie soviétique, d'augmenter les prix de la viande et du beurre de 25 à 30%. Cette hausse reflétait à la fois l'essoufflement de l'économie soviétique, que pillait une bureaucratie pléthorique, et la volonté des dirigeants de cette caste parasitaire d'en faire payer le prix à la population ouvrière. Mais cette hausse des prix décidée en haut, qui s'appliquait dans tout le pays, survenait dans la foulée d'une modification des normes de travail

à NEVZ, prise elle à l'échelon local, qui signifiait une amputation de même ampleur des salaires dans cette usine. La conjonction de ces deux mesures antiouvrières fit exploser la colère des travailleurs.

Située à 900 km au sud de Moscou, Novotcherkassk avait connu une première industrialisation dans le dernier tiers du 19^e siècle. Très vite, la classe ouvrière y avait mené ses premiers assauts contre le pouvoir.

Durant la guerre civile qu'entraînèrent le renversement de l'autocratie tsariste et l'établissement du premier pouvoir ouvrier en octobre 1917, Novotcherkassk, située en territoire cosaque, resta longtemps sous le contrôle des Blancs, sorte de capitale de la contre-révolution de la Russie méridionale.

Au cours de la période soviétique, et dans le cadre du formidable développement économique qu'avaient rendu possible l'étatisation de la production et sa planification,

la ville devint un important centre industriel, avec des dizaines d'usines, et un centre universitaire pour 30 000 étudiants, autour de son institut polytechnique. Elle comptait 130 000 habitants en 1962.

Outre l'usine NEVZ d'où partit la grève, l'agglomération abritait plusieurs grandes entreprises, la plupart situées dans une zone située à une dizaine de kilomètres au nord. Un habitant sur dix de Novotcherkassk travaillait donc à NEVZ, et sans doute un sur cinq si l'on ne considère que les adultes en activité. Ainsi, non seulement sa population n'en ignorait rien, mais elle se trouvait directement concernée par tout ce qui touchait à « ses » usines. D'où le caractère d'emblée massif, à l'échelle de toute l'agglomération, que prirent la protestation et la contestation.

Les conditions de travail à NEVZ, une usine bâtie dans les années 1930, étaient déjà suffisamment pénibles en temps « normal » pour que, depuis la



L'usine NEVZ.

levée par Khrouchtchev de l'interdiction de quitter un emploi pour en chercher un autre, la direction de NEVZ ait eu le plus grand mal à retenir la main-d'œuvre et ait dû, comme beaucoup d'autres dans tout le pays, recruter nombre d'anciens droits communs¹.

Peu avant le déclenchement de la grève, 200 travailleurs avaient été victimes d'intoxication dans divers ateliers. Sur un secteur, 200 autres avaient refusé de travailler durant trois jours, exigeant l'amélioration de leurs conditions de travail. Ne disposant pas de vestiaires, la plupart des ouvriers devaient laisser leurs vêtements au pied de leurs machines. Et si l'usine disposait de huit réfectoires, ils se trouvaient en si piteux état qu'il avait fallu fermer l'un d'eux durant six mois et que s'y procurer des plats chauds était difficile, et même impossible en équipe de nuit. On décou-

vrit plus tard que l'argent censé servir à améliorer quelque peu cette situation avait été détourné par la direction.

Comme dans bien des entreprises, l'appartenance au parti unique, le Parti dit communiste de l'Union soviétique (PCUS), permettait d'espérer obtenir quelques avantages ou une promotion : l'usine aurait compté 1 400 membres du parti et 2 400 du Komsomol, son organisation de jeunesse.

Les responsables du parti étaient là pour encadrer les travailleurs et faire en sorte qu'ils acceptent leur sort sans broncher. Au début de l'année 1962, Kourochkine, le nouveau directeur de l'usine, avait décidé que les ouvriers devaient augmenter considérablement leur production s'ils voulaient toucher un plein salaire. Ces nouvelles normes étant, en l'absence d'investissements et d'améliorations des équipe-

ments, impossibles à atteindre, elles entraînaient dans les faits une baisse de salaire de 30%. Favorisée par Khrouchtchev depuis plusieurs années, l'introduction de ce système promouvant la récompense individuelle et les salaires au rendement avait jusque-là été retardée, signe que la direction de NEVZ redoutait peut-être la réaction des travailleurs.

LE DÉCLENCHEMENT DE LA GRÈVE

Le 1^{er} juin au matin, indignés par l'annonce de l'augmentation des prix, une dizaine d'ouvriers se présentèrent une demi-heure avant leur prise de poste, bien décidés à faire partager leur colère à leurs camarades de travail.

Plusieurs responsables locaux du parti, puis le chef de la fonderie et, enfin, Kourochkine enjoignirent aux travailleurs, dont le nombre grossissait, de se disperser. En vain. Ceux-ci rappelèrent leurs conditions de travail, l'absence de vêtements de protection, la précarité de leurs logements, et exigèrent une hausse de leurs salaires. Plein de morgue, le directeur répondit à une ouvrière : « *S'il n'y a pas assez d'argent pour la viande et du saucisson, vous n'avez qu'à manger des petits pâtés de foie.* »² Cela mit les travailleurs en rage et les fit basculer dans la grève. Ils firent le tour des ateliers pour qu'ils s'y engagent à leur tour, d'autres faisant le tour des entreprises de la zone pour qu'elles les rejoignent.

Lorsque la sirène signalant le début et la fin des journées

1 Les dirigeants de la bureaucratie le soulignèrent ultérieurement pour discréditer les grévistes. En fait, des millions de travailleurs, condamnés du temps du stalinisme à des peines de droit commun pour non-respect de la « discipline du travail » (tels des retards à l'usine) ou de menus larcins à l'atelier, venaient de sortir de camp avec la « déstalinisation ». Interdits de résidence dans les grands centres, ils ne pouvaient trouver du travail que dans des usines et chantiers de province.

2 Beaucoup de pancartes et slogans des grévistes réclamaient du saucisson, plus rarement de la viande. En effet, même quand les autorités parlaient de viande, elles fournissaient surtout du saucisson, en outre souvent de mauvaise qualité. Quant aux conseils du directeur de manger des petits pâtés de foie, ils étaient farcis de mépris social, lesdits *pirojki* (en russe) n'ont rien d'un plat principal.

de travail fut actionnée par les grévistes, la nouvelle de l'action en cours se répandit comme une traînée de poudre: 6000 à 7000 travailleurs des environs rejoignirent les 2500 à 3000 grévistes de NEVZ. Ils se massèrent au cri de: «*De la viande, du beurre, augmentation des salaires!*» Ce slogan, inscrit sur une grande pancarte au sommet d'un pylône électrique, allait constituer le leitmotiv de la grève.

Peu après midi, des travailleurs s'installèrent sur les voies ferrées, avec l'espoir de faire connaître leur mouvement bien au-delà de la ville. Un train de voyageurs fut bloqué. Les grévistes inscrivent leurs revendications sur les wagons, et, avec humour, cette phrase vite reprise: «*Transformons Khrouchtchev en saucisson!*»

De nouveau, les responsables locaux du parti et du KGB échouèrent à libérer les voies et à convaincre que les hausses de prix étaient provisoires et indispensables pour augmenter la production de viande et de produits laitiers. Comme ils échouèrent à obtenir des travailleurs qu'ils rejettent ceux qui les appelaient à la grève.

L'appareil local du parti avait perdu le contrôle. Mais il n'était pas resté inactif.

UN DANGER RESSENTI JUSQU'AUX PLUS HAUTS SOMMETS DE LA BUREAUCRATIE

Vingt minutes après le déclenchement de la grève, le Kremlin avait été informé de la situation et dépêchait sur place plusieurs responsables de haut rang, dont deux membres du Presidium (le nouveau nom du Bureau politique): Mikoïan, le premier vice-président du Conseil des ministres, qui avait joué un rôle de premier plan dans l'écrasement de la révolution ouvrière à Budapest en

1956, et Kozlov, un proche de Khrouchtchev, et un ancien chef du KGB. Après quelques heures de flottement, le premier secrétaire du parti de la région de Rostov dont relevait Novotcherkassk, membre du Comité central et du Soviet suprême, Bazov, avait de son côté fait appel au commandant de la circonscription militaire du Caucase Nord pour qu'il envoie des troupes. On mobilisa également des unités du ministère des Affaires intérieures (MVD). Enfin, le chef du KGB de la région et des dizaines, voire des centaines d'agents de la police politique, dont certains habillés en ouvriers, arrivèrent sur place, accompagnés de membres de la milice locale. Ils enquêtèrent, et photographièrent tous ceux qui pouvaient apparaître comme des meneurs.

À 16 heures, les responsables du parti et le directeur de l'usine se réunirent au siège du comité de ville du parti (gor-kom). S'adressant à la foule du haut d'un balcon, Bazov rappela sa jeunesse difficile d'orphelin et, sans rien dire de la situation des travailleurs, justifia les mesures que ceux-ci rejetaient. Ils l'interpelèrent: «*Nous ne sommes pas illettrés, nous avons lu l'appel, mais dis-nous plutôt comment vivre avec des salaires amputés et des prix qui augmentent!*» Des pierres et divers objets fusèrent. Bazov et les autres bureaucrates se réfugièrent à l'intérieur du bâtiment et s'y barricadèrent. Ils n'en seront exfiltrés qu'à la nuit par des membres des unités spéciales.

Les autorités décidèrent alors d'une démonstration de force. Elles déployèrent deux cents policiers sur la grande place, mais ils durent reculer devant la ligne formée par les ouvriers décidés à rendre les coups et criant leur colère. Vers 20 heures, on jeta dans la mêlée des militaires, avec leurs fourgons blindés. Bloqués par la

foule venue à leur rencontre, ils firent demi-tour sous les huées, les rires et les sifflets.

Un meeting s'organisa qui dura plusieurs heures. Un sentiment de fierté et de force émergeait. Il restait cependant à résoudre un problème essentiel: comment l'emporter? Les grévistes craignant une réaction brutale des autorités, car elles avaient coupé les voies d'accès à la ville, l'idée prévalut d'appeler à une manifestation massive pour démontrer la force numérique et la solidarité des travailleurs. Mais la question de l'organisation et de la direction du mouvement ne fut pas vraiment posée, et encore moins réglée.

Dans la nuit, les autorités postèrent trois mille hommes de troupe aux points stratégiques de la ville. L'usine de locomotives se retrouva placée sous la garde des militaires, et on instaura le couvre-feu. Les étudiants, dont le pouvoir savait grâce à ses informateurs que certains voulaient se joindre aux ouvriers, furent consignés dans les foyers universitaires. On arrêta vingt personnes repérées comme pouvant être des «meneurs», que l'on finit par relâcher à l'exception de deux d'entre elles que la milice expulsa hors des limites de la ville.

Le rapport de force semblait s'être rétabli en faveur des autorités.

LE MASSACRE DU SAMEDI 2 JUIN

Lorsque l'équipe du matin découvrit l'usine sous occupation militaire, les travailleurs refusèrent de prendre leurs postes. L'un d'eux, absent la veille, fit débrayer son atelier et ceux qui tournaient encore, expliquant: «*On a décidé pour nous depuis 40 ans, sans que nous puissions nous exprimer, notre patience est à bout. (...)*



L'une des rares images du cortège des ouvriers en grève de Novotcherkassk, le 2 juin 1962.

La politique du parti et du gouvernement soviétique sur l'alimentation des travailleurs est fausse. »³

Les ouvriers se répandirent de nouveau sur les voies ferrées, tandis que des délégations ralliaient aux grévistes des centaines de travailleurs des autres usines, formant un cortège d'environ deux mille ouvriers. Mais quinze tanks et des militaires barraient le seul pont ouvrant l'accès à la ville. Quand l'officier qui les commandait voulut s'adresser à la foule, elle refusa de l'écouter. Le cortège se scinda : une partie descendit le talus et traversa la rivière, l'autre, submergeant les soldats, slaloma entre les blindés et s'engouffra sur le pont. Les tankistes, pourvus en munitions, ne réagirent pas. Aucune des lances à incendie positionnées sur l'autre rive ne fut davantage actionnée : la colonne continua d'avancer.

Nul ne sait vraiment aujourd'hui si, comme l'affirma plus tard l'un des généraux présents, l'armée avait donné

l'ordre de ne pas tirer ou si la détermination et le nombre des manifestants dissuadèrent les soldats d'ouvrir le feu.

Mais la confiance des manifestants s'était accrue. L'Internationale résonnait. Bravant les consignes, de nombreux jeunes se joignirent au défilé, renforçant le cortège qui compta entre 5 000 et 12 000 personnes.

À 10h30, la foule parvint sur la place centrale face au comité de ville du parti, que gardaient des centaines de soldats, des hommes du KGB et des tanks.

Arrivés à leur contact, les travailleurs exigèrent des dirigeants venus de Moscou qu'ils entendent leurs revendications. Le chef du parti à Novotcherkassk tenta, lui, de prendre la parole, mais reçut aussitôt des morceaux de bois et des pierres. Les responsables moscovites refusant de venir devant la foule, déclenchèrent sa colère. Une poussée des manifestants, qui refusaient de croire que le bâtiment était vide, eut raison des cordons de

soldats qui en barraient l'entrée. Tandis qu'une partie des manifestants renversaient ce qui leur tombait sous la main, d'autres parvenaient au balcon où ils brandirent un portrait de Lénine et déployèrent un drapeau rouge. Puis des orateurs rappelèrent les exigences des manifestants. L'un d'eux, exhibant une bouteille de vodka réputée et un produit alimentaire d'importation trouvés sur place, s'écria : « *Regardez toutes ces bonnes choses raffinées qu'ils reçoivent pendant que nous, nous n'avons rien.* » Sans plan défini et sans organisation, une certaine confusion s'installa au fil des interventions tantôt virulentes, tantôt appelant à la retenue et au sang-froid.

Quelques dizaines de manifestants se rendirent au siège de la milice, persuadés que leurs camarades arrêtés s'y trouvaient encore détenus. Là, après une première salve tirée en l'air, d'autres coups de feu retentirent, créant la panique et le reflux des ouvriers. Des dizaines furent arrêtés et plusieurs abattus.

3 Il sera l'un des sept condamnés à mort exécutés à l'issue de la grève.



Les 7 condamnés à mort : Vladimir Tchoubaïev, Sergueï Sotnikov, Vladimir Tcherepanov, Andreï Korkatch, Mikhaïl Kouznetsov, Boris Mokrousov, Alexandr Zaïtsev.

À midi, le gorkom demeurait aux mains de ceux qui l'avaient envahi. Les agents du pouvoir dégagèrent la place et ce bâtiment sans résistance. Des snipers montèrent sur les toits, tandis que des dizaines de soldats, lourdement armés, se positionnaient à quelques mètres de la foule. L'ordre de dispersion fut donné depuis le balcon. Quelqu'un lui répondit : « *Qui es-tu pour donner cet ordre ?* » Vers 12 h 30, les soldats déchargèrent leurs armes au-dessus des manifestants. Mais d'autres tirs les visèrent, transformant la place en scène en massacre. Des agents du KGB et des miliciens emportèrent précipitamment les corps vers la morgue, avant de les enterrer sous de faux noms dans des lieux que la police ne révélera que trente ans plus tard. Des douilles jonchaient le sol pavé, si imbibé de sang qu'il fallut le couvrir d'une couche d'asphalte deux jours plus tard pour en effacer la trace.

Le bilan, établi bien plus tard, fait état de 24 tués ou morts de leurs blessures, de 69 blessés graves, dont plusieurs qu'il fallut amputer ou qui restèrent paralysés, et de nombreux blessés légers : dans leur grande

majorité, des ouvriers de NEVZ qui avaient entre 18 et 35 ans.

Ce bain de sang ne mit cependant pas totalement fin à la mobilisation des ouvriers accusés par Mikoïan et ses acolytes d'être des « hooligans », des repris de justice sans conscience et des provocateurs.

Faisant fi de l'interdiction de tout rassemblement, des centaines de travailleurs se regroupèrent le lendemain pour exiger la libération de leurs camarades. Pour couvrir leurs voix, les autorités firent donner les haut-parleurs installés sur la voie publique, comme il y en avait dans la plupart des villes soviétiques, haut-parleurs qui déversèrent de la musique ainsi que le discours de Mikoïan et de Khrouchtchev, évoquant la crise internationale qui se déroulait autour de Cuba avec les États-Unis. L'après-midi, d'autres discours, plus menaçants, furent diffusés, qui affirmaient que « *l'ordre normal* » serait rétabli « *par tous les moyens nécessaires* ».

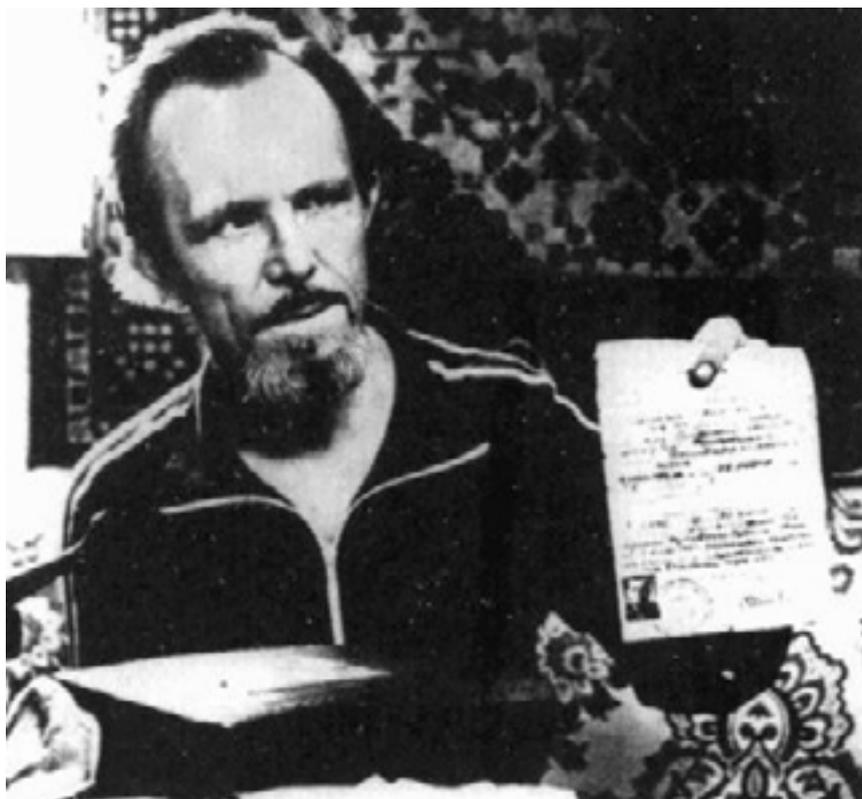
Ces menaces et le quadrillage de la ville par des forces armées ne suffirent pas à terroriser tout le monde. Ainsi, on arrêta 240 personnes pour

violation du couvre-feu dans la nuit du 3 au 4 juin, puis, sous divers motifs, plusieurs centaines d'autres dans les semaines suivantes. La reprise en mains s'effectua aussi dans les entreprises.

Le limogeage du directeur de NEVZ, suivi de son exclusion du parti, que la bureaucratie n'avait à aucun prix voulu concéder sous la pression des travailleurs en grève, intervint peu après. Selon une façon de faire éprouvée depuis des décennies, on muta quelques organisateurs directs du massacre et les dirigeants locaux du parti firent leur autocritique en petit comité. Mais tout fut fait pour que cette répression, ordonnée et menée au plus haut niveau du parti et de l'État, probablement avec le feu vert de Khrouchtchev, restât secrète. Enfin, d'août à septembre 1962, on fit passer en jugement plus d'une centaine de personnes selon des procédures expéditives.

Inculpés pour « désordres de masse », « émeutes », « actes de destruction », « incendies » et « résistance armée à l'autorité », sept travailleurs furent condamnés à être fusillés, les autres à des peines allant de 10 à 15 ans de prison ou à la déportation en Sibérie.

L'acharnement des services protégeant la bureaucratie fut sans trêve. Piotr Siouda, un ouvrier qui avait purgé plusieurs années d'emprisonnement pour sa participation à la grève, puis milité durant deux décennies au nom des idéaux d'Octobre 1917 pour que la lumière soit faite sur ce massacre, fut assassiné en pleine rue en 1990, les assassins, visiblement très bien renseignés, en profitant pour s'emparer de sa sacoche qui contenait une partie des documents qu'il avait rassemblés sur Novotcherkassk. Son père, qui avait rejoint le Parti bolchevique en 1903, avait lui-même été exécuté lors des purges stalinienne en 1937.



Piotr Siouda (1937-1990).

LE CONTEXTE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

La grève de Novotcherkassk survint alors que l'économie soviétique, notamment son agriculture, connaissait une situation difficile et que Nikita Khrouchtchev se posait en grand réformateur de l'URSS depuis son accession au pouvoir en 1956. Mais si, dans bien des villes de l'Union soviétique, il y eut des expressions du mécontentement des travailleurs et de la population à l'annonce de l'augmentation administrative des prix en juin 1962 (diffusions de tracts, affichettes, graffitis), ce que rapporta avec diligence le KGB, elles ne prirent nulle part une ampleur telle qu'à Novotcherkassk.

Après avoir servi Staline avec zèle et fait partie du cercle étroit de ses principaux lieutenants, Khrouchtchev avait fait le choix, pour s'imposer comme chef suprême de la bureaucratie à la mort du dictateur (en mars 1953), de dénoncer ce qu'il appelait le culte de la personnalité, ainsi que le régime de

terreur que Staline avait fait régner dans le Parti communiste, y compris contre les bureaucrates les plus haut placés. C'est à ses pairs qu'il s'adressait ainsi, se posant comme celui qu'ils pouvaient soutenir sans plus craindre pour leur carrière, et même pour leur vie. Aussi spectaculaire qu'avait été la réécriture par Khrouchtchev de l'histoire du régime lors du 20^{ème} congrès du PCUS en 1956, accompagnée par la libération de millions de prisonniers du goulag ou la publication d'ouvrages d'auteurs considérés jusque-là comme des ennemis publics, ce que l'on appela la déstalinisation n'était en rien une débureaucratiation, ni même son ébauche, comme voulurent alors le croire certains, y compris, en Occident, parmi des courants qui se présentaient comme d'extrême gauche, voire trotskystes. La bureaucratie ne pouvait pas se réformer elle-même. Pas plus qu'elle ne pouvait réformer son propre système, y compris dans ce qui aurait pu être son propre intérêt collectif: Khrouchtchev

allait s'y cassa les dents, ce qui lui valut d'être renversé par ses pairs en octobre 1964, préfigurant d'une certaine façon ce qui arrivera deux décennies plus tard à son lointain successeur, Gorbatchev.

Si, tenu sous la houlette de Khrouchtchev, le 21^e congrès du PCUS en octobre 1961 avait proclamé la « fin de la dictature du prolétariat » et l'avènement de « l'État du peuple tout entier », ce changement de formule ne changeait rien à la réalité sociale, à la vie quotidienne des ouvriers et aux dysfonctionnements permanents de l'économie soviétique dont ils subissaient les effets.

L'écrasement par la bourgeoisie de la vague révolutionnaire de 1918-1923, puis la politique dite du socialisme dans un seul pays menée par Staline et la bureaucratie naissante à partir du milieu des années 1920, avaient en quelque sorte condamné l'économie de l'Union soviétique, prenant son essor dans un environnement hostile, à avancer en aveugle. Coupée pour l'essentiel de la division internationale du travail, l'URSS ne pouvait participer aux échanges mondiaux qu'en position de subordonnée, en acceptant notamment les prix fixés par le marché, par les grands groupes capitalistes. Elle devait en outre consacrer une part gigantesque des richesses produites par sa classe ouvrière et sa paysannerie kolkhozienne à se doter de moyens militaires afin de parer aux menaces toujours existantes de l'Occident capitaliste, ce qui grevait de plus en plus le budget de l'État et, partant, l'empêchait de soutenir une économie étatisée.

Ayant renoncé à la perspective révolutionnaire, enfermée derrière ses frontières, protégée par son appareil d'État, se méfiant, sur le plan intérieur et extérieur, de tous les mouvements propres de la classe



Anastase Mikoïan et Nikita Khrouchtchev à gauche sur la photo, en compagnie de Joseph Staline, en 1949.

ouvrière, la bureaucratie avait développé des traits de plus en plus parasitaires et répressifs. Sa prolifération au détriment de la société soviétique et sa nature foncièrement contre-révolutionnaire avaient fini par paralyser le formidable levier de développement économique et social qu'avaient constitué, depuis la révolution de 1917, la propriété collective des moyens de production et la planification de l'économie.

Les rythmes de croissance de la production que cela avait permis, et qui avaient hissé l'URSS au rang de grande puissance industrielle, continuèrent de ralentir de façon très nette à partir du milieu des années 1950, tandis que la production agricole, de céréales notamment, marquait également le pas. Quant à la productivité du travail, elle restait notoirement insuffisante.

Prétendant y répondre, Khrouchtchev avait notamment lancé la politique dite des Terres vierges en 1956. On mobilisa des centaines de milliers de travailleurs, à commencer par toute une partie de la jeunesse, et près d'un cinquième du budget de l'URSS, pour lancer l'exploitation de nouvelles terres agricoles au Kazakhstan, dans la région de la Volga, en Si-

bérie et dans l'Oural. Présentés comme un immense succès par la propagande, sur la base de chiffres en partie truqués, ces efforts ne résolurent en rien les problèmes structurels de l'agriculture soviétique.

L'industrie, malgré son essor, demeurait en effet incapable de fournir les machines agricoles en nombre et surtout en qualité suffisants, ce qui limitait les rendements des sols. La liquidation en 1958 par Khrouchtchev des stations de machines-tracteurs (MTS), qui louaient jusque-là leurs matériels aux fermes collectives, et leur transformation en ateliers de réparation n'apportèrent pas davantage d'efficacité. L'incurie des bureaucrates faisait le reste, en laissant par exemple pourrir de vastes quantités de céréales ou de viande. Sans ou-



Photo de propagande : Khrouchtchev dans un champ planté de blé des anciennes terres vierges.

blier la vieille pratique bureaucratique de rapports mensongers, voire ne reposant sur rien, qui faisaient état de récoltes de blé ou de coton, de production de lait, d'œufs, de pommes de terre, de maïs ou de viande fantastiques, sans que cela se traduise jamais dans l'approvisionnement des magasins, donc de la population.

C'est dans ce contexte que Khrouchtchev avait décidé, en mai 1962, d'augmenter considérablement le prix de certains produits alimentaires. Même s'il assurait que cette hausse provisoire préparait une baisse de longue durée, c'était en quelque sorte un aveu d'échec de sa politique. Malgré la contestation et les soulèvements qu'avaient entraînés des mesures similaires en RDA et en Pologne en 1953, les chefs de la bureaucratie russe n'envisageaient qu'une chose : pressurer davantage les travailleurs.

LES LEÇONS DE LA GRÈVE

L'explosion de colère de Novotcherkassk avait montré aux dirigeants soviétiques qu'une partie des ouvriers de cette ville ne voulaient plus subir la politique de restrictions imposée par la bureaucratie pour assurer ses privilèges. Un sentiment sans doute partagé par nombre de travailleurs dans le reste de l'Union soviétique qui avaient appris à juger le régime sur ses actes.

Face à des ouvriers tenant tête aux chefs du parti, aux directeurs, exigeant des hausses de salaires, manifestant sans se laisser arrêter par les barrages de militaires, de blindés, en brandissant drapeaux rouges et portraits de Lénine, ce qui témoignait au moins d'une certaine confiance de leur part dans ce qu'ils connaissaient de la révolution communiste de 1917 qui avait débarrassé le pays de la bourgeoisie, la

bureaucratie avait toutes les raisons de craindre pour son régime et ses privilèges. Le cinéaste Andreï Kontchalovski, né en 1937, qui a grandi et s'est formé dans un milieu proche du Kremlin, en a-t-il eu des échos à l'époque? En tout cas, son film rend palpable cette peur panique qui s'empare des bureaucrates petits et grands quand la classe ouvrière redresse la tête.

La répression qui brisa la grève de 1962 fut à la hauteur de ce qu'elle portait en puissance : la classe ouvrière était en effet la seule force à même de débarrasser la société soviétique de la caste parasitaire qui s'était emparée du pouvoir d'État depuis plus de trois décennies. Et elle demeura la seule classe qui aurait pu, par la suite, éviter que l'URSS se disloque et qu'émerge sur ses ruines une bourgeoisie au sein même de la bureaucratie dirigeante.

La tragédie de Novotcherkassk illustre aussi a contrario le fait que la planification, seule à même d'en finir avec les crises et la marche chaotique de l'économie capitaliste, ne peut déployer toutes ses capacités, donc fonctionner vraiment dans le sens des intérêts de la population, qu'à condition de s'appuyer sur une démocratie ouvrière pleine et entière. Produire pour satisfaire les besoins en matière de logement, de nourriture, de transports, de santé, d'éducation et dans une foule d'autres domaines suppose une liberté de discussion, de contrôle, d'intervention permanente des travailleurs, des consommateurs, de toutes les couches populaires, ce que la caste bureaucratique ne pouvait laisser se développer en URSS sans que son autorité, sa domination et ses privilèges ne soient remis en cause.

Mais, dans l'URSS de 1962, et depuis longtemps, il manquait

aux travailleurs une organisation, un parti, qui se donne clairement comme objectif de défendre les intérêts généraux de la classe ouvrière, c'est-à-dire de renverser la bureaucratie soviétique pour refonder la démocratie prolétarienne sur les bases qui avaient été les siennes en 1917, puis dans la Russie des soviets du temps de Lénine et de Trotsky.

Plus que le massacre du Dimanche sanglant de janvier 1905, prélude à la première révolution russe, la tragédie de Novotcherkassk évoque la fusillade, en mars 1912, juste un demi-siècle auparavant, de centaines de mineurs de la Lena en grève, qui protestaient contre la manière infâme dont on les nourrissait. Mais derrière les similitudes entre ces exemples, la sauvagerie de la répression, les causes « alimentaires » de la grève dans les deux derniers cas, une différence majeure saute aux yeux. Les événements de 1905 et 1912 avaient alors non pas éteint la contestation ouvrière, mais lui avaient au contraire donné une forte impulsion. On sait quel rôle décisif pour la suite joua la révolution russe de 1905. Quant au massacre de la Léna, non seulement il marqua un net regain de la combativité ouvrière en Russie après l'écrasement de la révolution de 1905, mais la conscience du prolétariat en sortit finalement raffermie. Cela en raison notamment de la campagne à grande échelle menée par les bolcheviks en direction de l'ensemble de la classe ouvrière et de la jeunesse intellectuelle pour en tirer tous les enseignements, pour y renforcer la volonté d'en finir avec l'absolutisme tsariste et le règne de la bourgeoisie. En somme, toute la différence entre ces premiers événements et ceux de Novotcherkassk consista en l'existence d'un parti ouvrier communiste révolutionnaire, le parti bolchevique. Celui-là

même qui, en 1917 puis durant la guerre civile, allait mener les travailleurs à l'assaut du pouvoir et commencer à bâtir le premier État ouvrier de l'histoire.

Mais depuis le milieu des années 1920, le rouleau compresseur de la réaction bureaucratique avait écrasé tout ce qui, dans l'URSS de 1962 et à Novotcherkassk en particulier, aurait pu jouer le rôle qui avait été celui du parti bolchevique. La dégénérescence bureaucratique de l'État soviétique avait transformé le PCUS en outil de domination de la caste dirigeante et de défense de ses intérêts contre la classe ouvrière. Ce qui, dans l'URSS de Staline, restait d'authentiquement communiste dans le PCUS, et que représentaient les dizaines de milliers de militants trotskystes de l'Opposition de gauche, fut exterminé de façon systématique par le stalinisme à la fin des années 1930.

En 1962, la classe ouvrière soviétique ne disposait donc plus d'aucun parti ou même d'embryon de parti qui aurait pu lui offrir des perspectives concrètes pour combattre la bureaucratie et lui donner la perspective de rétablir un véritable pouvoir des travailleurs. Un tel parti reste à reconstruire contre le pouvoir de Poutine, des bureaucrates-affairistes et des exploiters qu'il protège. Car si les gouvernants russes actuels fleurissent le monument aux victimes de la répression de 1962, à l'instar d'un Khrouchtchev qui faisait mine de pleurer les victimes de Staline et leur éleva des monuments dans le même temps où il envoyait ses tanks contre les ouvriers hongrois, puis ceux de Novotcherkassk, l'ordre social des lointains héritiers politiques de Staline et Khrouchtchev demeure fondamentalement antiouvrier.

15 octobre 2021



Theodor Plievier, marin.

Révolution allemande: un roman documentaire de Theodor Plievier

***L'empereur parti, les généraux restèrent*, de Theodor Plievier (1892-1955), décrit les premières semaines, décisives, de la révolution allemande, entre le 16 octobre et le 9 novembre 1918. Né dans une famille pauvre, mobilisé dans la marine en 1914, Plievier vécut cette révolution, devint journaliste et écrivain, de tendance anarchiste. Il émigra en URSS pendant le nazisme. Publié en 1932, ce texte, qui prolonge *Les galériens du Kaiser*, vient d'être traduit et édité pour la première fois en français.**

Les chapitres de ce livre alternent le point de vue des soldats croupissant dans les tranchées, des marins enfermés dans les soutes des navires de guerre, des familles ouvrières subissant les privations à Berlin, des militants ouvriers plus ou moins conscients des enjeux du moment et ceux du Haut état-major de l'armée, de l'entourage de l'empereur Guillaume II et des chefs du Parti social-démocrate (SPD) prêts à tout pour sauver un ordre social qu'ils prétendaient combattre. On y voit de l'intérieur la mutinerie des marins de la base militaire de Kiel puis la contagion massive de la révolte, qui se transforme en révolution, comme celle qui a donné le pouvoir aux soviets en Russie. Accessoirement, on réalise dans ce livre que la révolution allemande s'est déroulée en pleine pandémie de grippe espagnole, celle-ci frappant les prolétaires dénutris de Berlin ou le chancelier d'Empire Max de Bade.

Pour empêcher cette révolution qui les terrorise, les dirigeants de l'Empire pressent Guillaume II d'abdiquer. Aus-

si inquiets que les officiers, les chefs socialistes, ces « socialistes de l'empereur » qui avaient usé dès 1914 de tout leur crédit pour faire accepter l'Union sacrée aux travailleurs, vont mettre toute leur énergie à circonscrire cette révolution. Plievier décrit avec subtilité la complicité de ces anciens ouvriers ou artisans, devenus ministres et députés, avec les hobereaux allemands qui les méprisent.

Certains chapitres sont des leçons de choses sur le sinistre talent des bureaucrates à profiter des illusions des exploités, inévitables au début de leurs révoltes. Il en est ainsi du passage où le dirigeant socialiste Gustav Noske, le futur « chien sanglant » de la révolution, réussit à se faire élire à la tête du conseil des ouvriers et des marins de Kiel. Plievier montre un autre chef du SPD, Friedrich Ebert, « qui déteste encore plus la révolution que le péché », plus fidèle à l'empereur que certains officiers et qui fustige son camarade Philip Scheidemann qui veut proclamer sans tarder la république. Ebert ne s'y résigne, sous la pression

du général Groener, que pour éviter la république socialiste des conseils d'ouvriers et de soldats.

Le livre décrit les tergiversations des chefs de l'USPD, le Parti social-démocrate indépendant qui avait scissionné du SPD en avril 1917, qui incarnait aux yeux des ouvriers ou des marins politisés la continuité du programme socialiste et la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs. Tandis que Noske agit, Hugo Haase, principal dirigeant des Indépendants, est introuvable, effrayé lui aussi par la vague révolutionnaire. Dans ces jours décisifs, les chefs indépendants et ceux du SPD ont lié leur sort, jusqu'à former ensemble un gouvernement baptisé Conseil des commissaires du peuple pour mieux tromper les masses.

Plievier montre avec talent l'extension fulgurante de la révolution qui touche une ville après l'autre, emportant les usines et les garnisons. Il rapporte les discussions dans les usines berlinoises et l'énergie déployée par les militants socialistes conscients : Richard

Müller ou Emil Barth, délégués révolutionnaires des grandes usines de Berlin; Karl Liebknecht, le porte-parole de la Ligue spartakiste; et bien d'autres. Ces militants arrivent directement du front, sortent de prison ou de la clandestinité. Ils prennent des initiatives pour que les centaines de milliers d'ouvriers berlinois passent à l'offensive, ne se contentent pas du départ de l'empereur mais prennent directement le pouvoir à travers les conseils d'ouvriers et de soldats.

Mais dans la course de vitesse qui est engagée, la coalition des chefs socialistes et de l'état-major va l'emporter, en profitant de l'immense confusion qui règne dans le pays et surtout en se présentant comme l'incarnation de la révolution sociale tant attendue. La bour-

geoisie allemande a su se doter, en urgence, d'une direction politique efficace dont ne disposait pas, au même moment, le prolétariat.

Au moment où le livre se termine, le 9 novembre 1918, une première phase de la révolution s'achève mais pas la révolution elle-même. Comme la Russie en février 1917, l'Allemagne est alors dirigée par un gouvernement bourgeois qui se prétend socialiste. Comme en Russie, il faudrait du temps, des semaines, des mois, pour que la majorité des opprimés, les ouvriers comme les paysans, dans les grandes villes comme dans les campagnes, réalisent que ce gouvernement dit socialiste n'est pas le leur. En Russie, l'existence et la politique du parti bolchevique ont permis aux opprimés de prendre le

pouvoir lors d'une deuxième révolution, en octobre 1917. En Allemagne, les généraux restés au pouvoir dans l'ombre des Ebert et des Noske vont s'activer pour décapiter dès sa naissance le Parti communiste allemand. Ces deux situations sont des leçons qui doivent être étudiées soigneusement par les révolutionnaires d'aujourd'hui. Le livre de Plievier y contribue.

20 octobre 2021

Theodor Plievier,
L'empereur parti,
les généraux restent,
traduit de l'allemand
par Bruno Doizy, Bassac,
Éditions Plein Chant, 2021.
21 euros



Berlin, novembre 1918. Des représentants des conseils de soldats et d'ouvriers devant la caserne des uhlans.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix: 1,20 €.

Les exposés du
Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences:

L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours. Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser (n° 167, 31 mai 2021)

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871 (n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920: l'occupation des usines (n° 165, L'Internazionale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste: du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme (n° 164, 22 janvier 2021)

États-Unis: après des élections en temps de crise (n° 163, 14 novembre 2020)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail: www.lutte-ouvriere.org

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

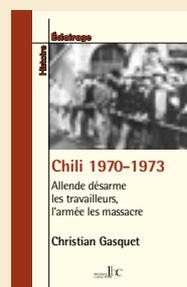
Dernières parutions

Toujours militante
Arlette Laguiller
13,50 €, e-book: 6,75 €

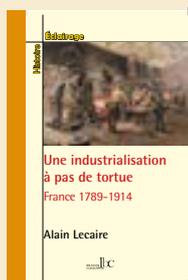


Chili 1970-1973
Allende désarme les travailleurs, l'armée les massacre
de Christian Gasquet

Collection Éclairage n° 20
8,20 €, e-book: 4,10 €



Une industrialisation à pas de tortue
France 1789-1914
de Alain Lecaie
Collection Éclairage n° 19
8,20 €, e-book: 4,10 €



Les convulsions du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale
de Serge Benham
Collection Éclairage n° 21
8,20 €, e-book: 4,10 €



AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Correspondance: BP 54, rue de la Clef 7000 MONS - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE http://www.vozobrera.org

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA http://www.the-spark.net



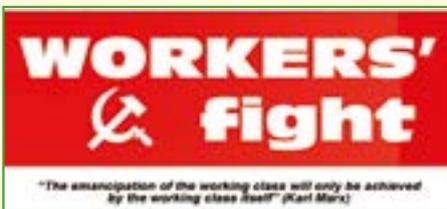
Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIE Abonnement 1 an: 12 € http://www.linternazionale.it - contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE http://www.sinifmucadelesi.net

